

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Université A.MIRA-BEJAIA



جامعة بجاية
Tasdawit n Bgayet
Université de Béjaïa

Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES
Option : Economie Monétaire et Bancaire

Thème

**L'impact de l'inclusion financière sur la croissance
économique. Cas de l'Algérie (2009-2022)**

Présentée par :

- Melissa BOUCHEBBAH
- Yasmine BERBOUCHA

Sous la direction de:

Dr. Rachid BOUGHIDENE

Année Universitaire : 2023-2024

Remerciements

Il est des étapes dans la vie où l'on mesure pleinement l'importance de l'entourage, et la réalisation de ce mémoire en est une. À ce titre, on souhaite exprimer nos profondes gratitudee à toutes les personnes qui ont rendu ce projet possible.

On tient tout d'abord à remercier notre encadrant M. Rachid BOUGHIDENE, pour ses conseils avisés, sa patience et son soutien constant tout au long de cette aventure intellectuelle. Ses remarques pertinentes et ses encouragements ont été des piliers essentiels dans la réalisation de ce travail.

Que ces lignes puissent représenter nos plus profondes reconnaissances. Nous adressons, également, nos remerciements les plus distingués au membre du juré monsieur MOUFFOK NACER EDDINE et monsieur HANI LAMINE .

C'est avec une profonde gratitude et un immense respect qu'on s'adresse à vous aujourd'hui pour vous exprimer nos sincères remerciements.

Dédicace

Ce mémoire est dédié à ceux qui m'ont offert leur soutien inconditionnel et leur amour tout au long de ce voyage académique.

Tout d'abord, je rends grâce à Dieu, source de sagesse et de force, pour m'avoir guidée et protégée à chaque étape de ce parcours.

À ma précieuse maman, dont l'amour et les sacrifices ont été ma lumière et ma force motrice. Ta bienveillance et ta détermination ont toujours été mon inspiration.

À mon cher papa, pour ses encouragements et ses précieux conseils qui m'ont aidée à persévérer même dans les moments les plus difficiles.

À mon merveilleux mari ABBAS, pour son soutien indéfectible, sa patience et son amour sans bornes. Tu as été mon roc et ma source constante de motivation.

À mon cher frère RYAD, pour son amour fraternel, sa compréhension et son soutien indéfectible.

À mes grands-parents, dont l'amour et les sages conseils ont toujours été une source d'inspiration et de soutien inestimable. Votre sagesse et votre générosité m'ont guidé tout au long de vie

À mes oncles et tantes, merci pour vos encouragements constants et votre soutien ont été essentiels dans la réalisation de ce travail.

À mes cousins et cousines, merci pour votre camaraderie et vos encouragements.

À ma binôme melissa, pour sa collaboration, son dévouement et son esprit de camaraderie qui ont rendu ce travail commun agréable et fructueux.

À chacun d'entre vous, je vous dédie ce mémoire avec une profonde reconnaissance et un amour éternel. Vous avez chacun joué un rôle crucial dans l'accomplissement de cette étape importante de ma vie. Merci de croire en moi et de me soutenir avec tant de générosité.

Yasmine

Dédicace

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à tous ceux qui m'ont soutenu tout au long de ce parcours.

Je remercie d'abord et avant tout Dieu pour m'avoir donnée la force et la sagesse nécessaires pour mener à bien ce projet.

À ma très chère maman, pour son amour inconditionnel et son soutien indéfectible.

À mon papa, pour ses encouragements constants et ses précieux conseils.

À mon mari Kamel, pour sa patience, son soutien moral et son amour sans faille.

À ma fille Darine, pour être ma source de joie et de motivation.

À mon frère Yacine et ma sœur Céline, pour leur soutien et leur compréhension.

À ma seule et unique amie Fatima, pour son amitié sincère et son soutien.

Et enfin, à ma binôme Yasmine, pour son aide précieuse et sa collaboration tout au long de ce projet

Melissa

Sommaire

Introduction générale.....	1
Chapitre 1 : Quelques concepts fondamentaux sur l'inclusion financière.....	4
1. Concept de l'exclusion financière et bancaire.....	5
2. L'inclusion financière.....	8
3. La genèse de l'inclusion financière.....	13
Conclusion.....	17
Chapitre 2 : Étude d'Expériences de l'Inclusion Financière.....	18
1. Inclusion Financière dans les Pays Développés.....	18
2. Inclusion Financière dans les Pays en Développement.....	23
3. Le Cas de l'Algérie.....	28
Conclusion.....	32
Chapitre 3 : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique en Algérie.....	33
1. Méthodologie et spécification du modèle.....	34
2. Estimation économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance.....	41
Conclusion.....	57
Conclusion générale.....	58
Bibliographie	
Annexes	
Tables des matières	

Liste des Acronymes et Abréviations

Abreviations/ Acronymes	Significations
SNIF	Stratégie Nationale d’Inclusion Financière
PME	Petite Moyenne Entreprise
ONU	Organisation des Nations Unies
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
FIEG	Financial Inclusion Experts Group
FENU	Fond d’Equipements des Nations Unies
AFI	Alliance for Financial Inclusion
PNUD	Programme des Nation Unies pour le Développement
MDGS	Millenium Développement Goals
SDGS	Sustainable Développement Goals
AFI	Alliance pour l’Inclusion Financière
ODD	Objectifs de Développement Durable
FCA	Autorité de Conduite Financière
CRA	Community Reinvestment Act
IDA	Individual Development Accounts
FDIC	Federal Deposit Insurance Corporation
BM	Banque Mondiale
PIB	Produit Intérieur Brut
OECD	Organisation de Coopération et de Développement
IMF	Fonds Monétaire International
POS	Point of Sale (vente)
DAB	Distributeur Automatique de Billets
ANGEM	Agence Nationale de Gestion du Microcrédit
ARDL	Régression Autorégressive à Retard Distribués
PPA	Parité de Pouvoir d’Achat
EP	Epargne Brute
DAB	Distributeurs Automatique de Billet
LPIB/H	Le Produit Intérieur Brut par Habitant
LN-EMPR	Nombre d’Emprunteurs
LDAB	Nombre de Distributeur Automatique de Billets

ADF	Dickey Fuller Augmenté
CUSUM	Cumulative Sum of a Quality Characteristic
LINF	Explication Locale Interprétable Indépendantes ligne de financement
ECM	Error Correction Regression
MCO	Moindre des Carrés Ordinaires

Liste des tableaux et graphes

N°	Titre	Page
Tableau 1	Les services concernés par les fintechs	26
Tableau 2	Test de statistiques descriptives avec logarithme	41
Tableau 3	La matrice de corrélation des variables sélectionnées	42
Tableau 4	Test « ADF » de stationnarité des séries	44
Tableau 5	Estimation du modèle ARDL	45
Tableau 6	test de cointégration aux bornes	48
Tableau 7	Estimation de la relation à court terme	49
Tableau 8	Test d'autocorrélation (Breusch-Godfrey)	52
Tableau 9	Test d'hétéroscédasticité (Breusch-Pagan-Godfrey)	52

N°	Titre	Page
Graphe 1	L'évolution du PIB/habitant en Algérie 2009-2022	38
Graphe 2	L'évolution de l'épargne publique en Algérie 2009-2022	39
Graphe 3	L'évolution du nombre de comptes bancaires en Algérie 2009-2022	39
Graphe 4	L'évolution du nombre d'emprunteurs en Algérie 2009-2022	40
Graphe 5	L'évolution du nombre de DAB en Algérie 2009-2022	40
Graphe 6	Nombre de retards optimal du modèle	46
Graphe 7	Test de normalité des résidus	53
Graphe 8	résultat du test CUSUM	53
Graphe 9	résultat du test CUSUM square	54

Contexte de l'étude :

L'inclusion financière est un concept fondamental pour le développement économique et social des Etats. Elle se définit comme le processus visant à garantir à tous un accès équitable à une gamme de produits et services financiers, adaptés aux besoins spécifiques des utilisateurs et fournis de manière responsable et durable. Cependant, l'exclusion financière demeure un problème persistant et préoccupant qui limite l'accès à de nombreuses personnes aux services financiers de base tels que les comptes bancaires, les prêts et les assurances. Ce phénomène est influencé par des facteurs socio-économiques, géographiques et institutionnels, créant des disparités importantes au sein des populations mondiales.

Dans les pays développés, l'inclusion financière se caractérise par une couverture étendue des services bancaires traditionnels, mais elle reste inégale parmi différentes populations. Les systèmes financiers sophistiqués et les infrastructures robustes permettent une large accessibilité aux comptes bancaires, aux crédits, et aux assurances. Cependant, certaines franges de la population, comme les minorités ethniques, les personnes âgées, les jeunes, et les ménages à faible revenu, rencontrent encore des obstacles significatifs. Ces groupes peuvent être exclus en raison de barrières linguistiques, de faibles niveaux de littératie financière, ou de méfiance envers les institutions financières. De plus, la digitalisation croissante des services financiers, bien qu'ouvrant de nouvelles possibilités, pose des défis supplémentaires pour ceux qui manquent de compétences numériques ou d'accès à internet. Les initiatives pour améliorer l'inclusion financière dans ces pays incluent des politiques publiques ciblées, des programmes éducatifs, et des partenariats entre le secteur privé et les gouvernements pour développer des solutions innovantes et inclusives.

Par contre dans les pays en voie de développement, l'inclusion financière est souvent limitée par des facteurs structurels et socio-économiques. Une grande partie de la population reste non bancarisée, principalement en raison de l'absence d'infrastructures financières, de la pauvreté, et de la prédominance des économies informelles. Les services financiers traditionnels sont souvent inaccessibles ou inabordables pour les segments les plus vulnérables de la société.

Néanmoins, l'essor des technologies mobiles et des fintechs a permis des avancées significatives. Les services financiers mobiles, en particulier, ont révolutionné l'accès aux services bancaires de base, aux paiements, et aux crédits dans des régions auparavant sous des servies. Par exemple, le succès de M-Pesa au Kenya illustre comment les innovations technologiques peuvent surmonter les obstacles géographiques et économiques. En outre, les initiatives de microfinance et les partenariats public-privé jouent un rôle crucial dans

l'amélioration de l'inclusion financière, en offrant des produits et des services adaptés aux besoins des populations à faible revenu et des petites entreprises. Ces efforts contribuent non seulement à l'amélioration de la qualité de vie, mais également au développement économique global de ces pays.

L'Algérie, bien que possédant une économie en développement avec des ressources naturelles abondantes, fait face à des défis significatifs en matière d'inclusion financière. Une grande partie de la population reste non bancarisée, en particulier dans les zones rurales et parmi les segments les plus vulnérables de la société. Les infrastructures financières, bien que présentes dans les grandes villes, sont souvent insuffisantes ou inaccessibles dans les régions éloignées. De plus, la méfiance envers le système bancaire, exacerbée par des niveaux de littératie financière relativement bas, limite l'utilisation des services financiers formels. Cependant, des initiatives commencent à émerger pour combler ces lacunes. Le gouvernement et diverses institutions financières s'efforcent de promouvoir les services bancaires mobiles et de digitaliser les paiements, visant à élargir l'accès et à réduire les coûts. Par ailleurs, des programmes de microfinance sont en cours de développement pour soutenir les petites entreprises et les entrepreneurs, contribuant ainsi à une inclusion financière plus large et à la stimulation de l'économie locale.

Problématique :

Ainsi, c'est dans ce contexte d'inclusion financière que s'inscrit cette présente étude qui vise à analyser les facteurs influençant l'inclusion financière en Algérie et à examiner comment celle-ci peut contribuer à une croissance économique inclusive et durable. Pour atteindre cet objectif, nous essaierons de répondre à la question principale suivante : ***Comment l'inclusion financière peut-elle contribuer à la réalisation d'une croissance économique inclusive et durable en Algérie ?***

Afin de pouvoir apporter des éléments de réponse à cette question, nous nous attèlerons à répondre aux questions subsidiaires suivantes :

- Quels sont les objectifs et les déterminants de l'inclusion financière ?
- Quels sont les exemples de bonnes pratiques d'autres pays en matière d'inclusion financière pouvant être appliquées en Algérie ?

- Comment mesurer l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique et la durabilité en Algérie ?

Hypothèses :

Pour canaliser notre réflexion nous avons émis les deux hypothèses suivantes :

H1 : l'impact de l'inclusion financière en Algérie est perceptible à long terme.

H2 : L'amélioration de l'inclusion financière, mesurée par des indicateurs d'accès aux services financiers, ne participe pas à la réalisation de la croissance économique en Algérie.

Méthodologie :

Pour mener à bien notre travail de recherche, nous avons opté pour une démarche qui s'articule autour de deux volets ; le premier est théorique dans lequel nous essaierons de mettre la lumière sur le cadre théorique et conceptuel de l'inclusion financière. En second lieu, nous tenterons de vérifier notre hypothèse à l'aide d'un modèle économétrique (ARDL).

Ainsi, notre travail est structuré en trois chapitres : dans le premier chapitre, nous exposerons les concepts clés de l'inclusion financière. Dans le second, nous présenterons les différences et les similitudes de l'inclusion financière entre les pays développés et les pays en développement, et indiquant le cas de l'Algérie. Le troisième chapitre sera consacré à la présentation des données la méthodologie d'estimation utilisée, ainsi que la vérification empirique des relations existantes entre quelques indicateurs d'inclusion financière et la croissance économique (mesurée par l'indicateur du PIB/hab) en Algérie.

Introduction

L'approche économique de la finance inclusive est le fait qu'elle permet le développement et la croissance économique, car cette stratégie d'intégration des agents exclus du circuit financier permet d'approfondir le secteur bancaire et participe au financement de l'économie. En outre, cette offre de nouveaux services permet la participation des populations à l'activité économique.

Depuis plus d'une vingtaine d'années, l'inclusion financière des plus démunis est devenue un des sujets prioritaires dans les débats et l'action publique. Lorsque l'inclusion est associée à la durabilité, la finance se voit naturellement attribuer un rôle social de premier plan. Ainsi, l'inclusion financière joue un rôle important dans la mesure où elle réduit le seuil de pauvreté, en offrant une certaine liberté financière aux concernés, améliorant ainsi leur condition de vie et par ricochet réduit le chômage.

L'inclusion financière est la possibilité pour les individus et les entreprises d'accéder à moindre coût à toute gamme de produits et de services financiers utiles et adaptés à leurs besoins. L'inclusion financière est un concept clé dans le domaine de l'économie et du développement, visant à garantir que tous les individus, quelle que soit leur situation économique ou sociale, aient accès à un large éventail de services financiers.

Ce présent chapitre vise principalement l'exploration des fondamentaux de ce concept d'inclusion financière et ce, à travers trois points essentiels : le premier examine la question de l'exclusion financière. Le second point aborde l'antithétique de l'exclusion qui est l'inclusion financière. Le troisième point relate le processus de développement et de la genèse du concept de l'inclusion financière.

1. Concept de l'exclusion financière et bancaire

L'histoire nous a montré, au fil des années, qu'il existe toujours une partie de la société n'ayant pas accès à certains privilèges tant sur le plan socioculturel qu'économique. Dans cette section, nous aborderons le fait de l'exclusion financière, ce phénomène qui semble interpeller le public, partout dans le monde et qui fait l'objet de politique publique, c'est ainsi que des techniques, des actions et des ressources sont mobilisés afin de la combattre.

1.1 Définition

Selon Servet (2006), «Une personne se trouve dans une situation de marginalisation ou d'exclusion financière quand elle ne peut plus normalement vivre dans la société qui est la sienne, parce qu'elle subit un fort handicap dans l'accès à l'usage de certains moyens de paiement ou règlement, à certaines formes de prêts et de financement, aux moyens de préserver son épargne et de répartir dans le temps ses revenus et ses dépenses comme dans la possibilité de s'assurer contre les risques touchant sa propre existence et ses biens et dans celle de transférer des fonds et des revenus ». En outre, l'exclusion financière concerne les individus n'utilisant pas les services financiers pour différentes raisons. Les termes « exclusion financière» et « exclusion bancaire » sont souvent utilisés indifféremment, mais ils ne signifient pas la même chose. (Servet, J. M. (2006))

L'exclusion bancaire se définit comme étant l'accès limité et d'handicap dans l'emploi de certains produits et services bancaires ou de règlement, elle ne représente qu'un élément de l'exclusion financière. L'exclusion bancaire peut toucher des personnes à faible revenu, des interdits bancaires ou encore des surendettés, tandis que l'exclusion financière concerne les difficultés d'accès à des produits et services financiers qui durent longtemps (Gloukoviezoff, 2004).

1.2. Les formes d'exclusion financière

1.2.1. L'exclusion par accès

Un nombre important de population souffre de l'exclusion financière par un manque d'accès aux services financiers, s'expliquant d'une part sur le plan géographique, car ils se trouvent des régions qui ne sont servies par aucune institution financière. Autre part, cette forme d'exclusion est biaisée lorsque certaines catégories de la population considérées comme présentant de hauts risques évalués par des processus de notation, n'ont pas accès aux services offerts par les institutions présentes. (Gloukoviezoff, 2004).

La méthode de « notation (scoring) », qui consiste à estimer la solvabilité des candidats à un prêt est particulièrement discriminante, puisqu'elle conduit à l'élimination d'une partie de la population. Le score obtenu par un individu témoigne de sa capacité à rembourser un prêt. Il se base sur la situation familiale, l'âge, le taux d'endettement, la profession et l'ancienneté dans la domiciliation bancaire, etc. En prenant compte des inégalités des revenus, de la pauvreté,

ainsi qu'un chômage chronique, dans un tel contexte, une grande partie de la population et des micros entreprises pouvant se révéler rentables sont éliminées du système bancaire.

(Gloukoviezoff, 2004).

1.2.2. L'exclusion par les conditions, les prix et les stratégies

Les institutions financières ont toujours été soumises à une certaine réglementation qui s'applique aussi aux services financiers, impliquant des conditions à respecter vis-à-vis de la clientèle, qui sont spécifiées de telle sorte que ces services ne sont pas accessibles à toutes les couches de la population. En Afrique de l'Ouest par exemple, nous comptons une proportion importante de la population ne possédant aucune pièce d'identité, étant l'une des conditions *sin qua non* à quelconque accès aux services financiers. (Shaw, E. S. (1973) & McKinnon, R. I. (1973)).

En termes de prix, les taxes liées aux services financiers sont fortement élevées pour les pauvres et reviennent coûteux pour ces derniers, ce qui favorise leur exclusion. En outre, lorsque les institutions financières désirent cibler leurs clientèles, les opérations avec la population indésirable sont facturées à un prix dissuasif. En revanche, les opérations pour lesquelles la banque recherche des clients sont facturées à un coût moindre et attractif. Certains groupes d'individus sont souvent effectivement exclus lorsque les institutions adoptent des stratégies pour cibler certains secteurs au détriment d'autres segments. Dans une logique de minimisation des risques et d'augmentation des profits, un établissement financier peut en effet rejeter tel ou tel type de clientèle. (Shaw, E. S. (1973) & McKinnon, R. I. (1973))

1.2.3. L'auto exclusion

Il ressort du fait que certains individus décident volontairement de ne pas user des services financiers et cela peut être l'effet de préjugés péjoratifs qu'ils se font du système financier, ou parce qu'ils sont méfiants à l'endroit de ces services et pensent que dans tous les cas, leur demande ne serait pas prise en compte. Cette auto exclusion peut avoir plusieurs origines, en allant du simple fait d'une mauvaise expérience clients, ou d'un manque de culture financière en matière d'épargne et de comptabilité monétaire. Autrement dit, l'exclusion financière n'est plus vue comme un phénomène subi. Pour des raisons morales, religieuses ou historiques, ou tout simplement de jugements *a priori*, des individus peuvent s'auto exclure de la vie financière de leur société (Gloukoviezoff, 2004).

1.2.4. Les pratiques financières informelles

Les travaux de Shaw (1973) et McKinnon (1973) concernant les systèmes financiers dans les pays en développement ont révélé l'existence des secteurs financiers parallèles, désignés souvent par le terme « finance informelle ». Il s'agit de pratiques financières puisées dans les valeurs sociales, coutumières et ethniques des populations.

Aux yeux des théories monétaristes, la finance informelle était comme un aspect négatif pour la maturité des systèmes financiers en développement. D'un autre côté, ces pratiques informelles ont trouvé un grand intérêt auprès des économistes néo structuralistes. Ces derniers considèrent ce secteur comme compétitif et agile (Taylor, 1983 ; Jensen, 1989). Pour ces auteurs, la finance informelle n'est pas obligatoirement le produit de la répression financière ; elle renseigne plutôt sur une autre organisation des sociétés en développement et peut alors constituer un facteur de développement. (Shaw, E. S. (1973) & McKinnon, R. I. (1973)).

Certaines vertus reconnues à la finance informelle constituent des avantages comparatifs par rapport à la finance classique. D'abord elle repose sur des rapports de proximité favorables à une offre financière différenciée et individualisée. De plus, elle est commode et à la portée de personnes souvent sans instruction. Par ailleurs, les bailleurs de fonds informels n'exigent que peu ou pas de garantie ; souvent, la parole ou l'appartenance à un groupe suffit. Les coûts de transaction faibles représentent aussi un avantage comparatif en faveur de la finance informelle (Vonderlack & Schreiner, 2003).

Ces avantages justifient le développement des pratiques financières informelles en marge du système financier traditionnel. Par ailleurs, les besoins accrus de ressources financières générés par le « processus de financiarisation des rapports sociaux » favorisent le développement de ces pratiques (Servet, 2006). Et comme les institutions bancaires n'offrent pas de services financiers aux ménages à faible revenu, ceux-ci sont obligés de recourir au système informel pour leurs besoins de financement.

Les microcrédits sont accordés à des personnes exclues du crédit bancaire (personnes à faibles Revenus, chômeurs) dont les capacités de remboursement sont jugées à risque. Mais certains observateurs jugeaient que le marché financier informel était porteur de Plusieurs vices : appauvrissement des familles en raison des taux d'intérêt trop élevés, relations de servitude, insécurité des dépôts. Dans cette vision, l'une des attentes de l'offre de services financiers via la micro finance était l'éradication à long terme des pratiques financières informelles.

Malheureusement, de nombreux travaux ont démontré les incohérences de cette vision dualiste et évolutionniste des marchés financiers (Servet, 1995).

D'autres études portant sur l'impact de la micro finance sur les marchés financiers locaux ont mis en évidence des imbrications et des interactions réciproques (Morvant, 2006, 2008). Ces résultats s'avèrent utiles à toute recherche sur les marchés financiers ruraux.

2. L'inclusion financière

2.1 concept de l'inclusion financière

L'inclusion financière rend compte de la possibilité pour les individus et les entreprises d'accéder à une gamme de produits et services financiers (transaction, épargne, paiement) qui, soient d'un coût abordable, utile, adaptée à leurs besoins et proposée par des prestataires fiables et responsables. (Demirguc-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2018).

L'inclusion financière est le processus visant à garantir l'accès équitable et la participation active de tous les individus et des entreprises à un large éventail de services financiers appropriés, sûrs et abordables, fournis de manière responsable et durable par des institutions financières formelles et informelles. Cela englobe l'accessibilité géographique et physique des services, leur abordabilité économique, leur utilité adaptée aux besoins des utilisateurs, ainsi que la promotion de l'éducation financière et la protection des consommateurs. L'objectif ultime de l'inclusion financière est de favoriser le développement économique et social en permettant à tous de gérer efficacement leurs finances, de développer des actifs et d'améliorer leur bien-être financier." (United Nations. (2016)).

L'inclusion financière est considérée comme un moteur de réduction de la pauvreté en aidant les individus à démarrer des activités génératrices de revenus afin de réduire le taux de chômage (Akileng , 2018). Ainsi, l'inclusion financière peut être considérée comme un accélérateur de la croissance inclusive dans les pays en développement dans la mesure où elle permet d'améliorer le niveau d'investissement à travers la mobilisation de l'épargne et l'accès aux crédits des populations pauvres et des petites et moyennes entreprises (PME). (Akileng, G. (2018)). La notion d'inclusion financière fait l'objet de plusieurs définitions. Cependant, en fonction du niveau de développement socioéconomique de chaque pays, l'inclusion financière est définie dans différents aspects. Selon l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'inclusion

financière est définie comme étant l'accès à un prix raisonnable pour tous les ménages et entreprises, à une large gamme de services financiers :

épargne, crédit à court et long terme, assurance etc. Par ailleurs, Sarma et Pais (2008) définissent l'inclusion financière comme un mécanisme qui permet à tous les individus d'accéder, de disposer et d'utiliser le système financier formel à un coût acceptable (United Nations. (2016)). C'est dans la même foulée que le concept de croissance inclusive a été définie par Kakwani et Pernia (2000) comme étant une croissance économique qui permet aux pauvres de participer activement à l'activité économique et d'en tirer un bénéfice significatif. (Kakwani, N., & Pernia, E. (2000)).

Force est de constater que, l'importance de l'accès aux services financiers en matière de développement humain en particulier de réduction de la pauvreté a poussé les pays membres de l'ONU (193 Etats) à le mettre en avant lors de la définition des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2000 à New-York. Ainsi, son rôle primordial sur la lutte contre la pauvreté a été certifié à travers les Objectifs du Développement Durable en 2015. (United Nations. (2015)).

Il n'y a pas un consensus universel sur ce qu'est l'inclusion financière, mais il existe de différents points de vue sur ce qu'elle signifie et ce qu'elle implique, comme le montre la littérature disponible. Les différences de définition découlent du contexte dans lequel elle est utilisée, de la situation géographique et de l'état de développement économique de la région.

(Sarma, M., & Pais, J. (2008))

Divers chercheurs ont tenté de la définir et d'en définir les composantes. D'autres la définissent en précisant ce qu'elle n'est pas, c'est-à-dire l'exclusion financière. (Sarma, M., & Pais, J. (2008)).

D'après la Banque D'Algérie « on entend par inclusion financière, la disponibilité et l'utilisation de tous les services financiers par les différents segments de la société dont les institutions et les particuliers, surtout ceux qui sont marginalisés, à travers les canaux officiels, notamment les comptes courants et d'épargne, les services de paiement et de transferts, les services d'assurance, les services de financement et de crédit et des innovations des services financiers plus adaptés avec des prix compétitifs et raisonnables ». (Banque d'Algérie. (2019)).

L'inclusion financière œuvre aussi à la protection des droits des consommateurs de services financiers en les soutenant afin qu'ils puissent assurer correctement la bonne gestion de leurs fonds et leurs épargnes pour éviter que certains consommateurs recourent à des canaux et outils informels, non soumis à aucun contrôle des organes de supervision et qui pratiquent des prix relativement élevés induisant la non satisfaction des besoins en services financiers et bancaires par ces canaux. L'inclusion financière est mesurée par la disponibilité en termes d'offre des services financiers et par leurs utilisations en termes de demande, ainsi que par la qualité de ces services. (Banque d'Algérie. (2019)).

2.2. Les acteurs de l'inclusion financière

Le concept de la finance inclusive va au-delà des frontières, du constat d'une inclusion financière « incomplète », l'engagement d'améliorer l'accès bancaire des populations en marge, par le G20 fut décidé lors de son sommet à Pittsburgh en 2009 (Soederberg, 2013). Cette réunion constitue le point de départ de nombreuses initiatives prises par les autorités nationales, soutenues par différentes plateformes et groupes d'experts tels que le Financial Inclusion Experts Group (FIEG) ou encore le Fonds d'Équipement des Nations unies (FENU)(UNCDF 2010).

De nouveaux acteurs ont fait leur apparition : des banques, mais aussi des institutions financières publiques, appuyées techniquement et financièrement par des fondations privées, des sociétés de technologies financières « les Fintech », ou encore des alliances internationales telle que la Better Than Cash Alliance et l'Alliance for Financial Inclusion (AFI), qui regroupaient 94 pays développés et en développement, début 2017. (Alliance for Financial Inclusion (AFI). (2017)).

2.3 Le rôle de la banque central dans l'inclusion financière

La banque centrale joue un rôle important dans la consolidation de l'inclusion financière à travers, l'élaboration d'une réglementation visant à faciliter les transactions bancaires sous toute ses formes, et à surmonter les obstacles de l'offre et de la demande pour assurer l'accès des services financiers à ses utilisateurs, à œuvrer pour l'entrée des canaux informels dans la légalité, en les soumettant à leur contrôle et à leur supervision. Il s'agit aussi de promouvoir la création et le développement de canaux alternatifs aux services financiers conventionnels, en utilisant des technologies modernes d'une part, et d'autres part en améliorant l'infrastructure financière à travers la création de bureaux d'information de crédit et le développement des

systèmes de paiement, de règlement et l'intermédiation financière, in fine stimuler le secteur financier pour généraliser l'éducation financière. (Banco Central de Reserva del Perú. (2017)).

2.4. Les avantages et les limites de l'inclusion financière

L'inclusion financière, qui consiste à offrir à tous un accès équitable aux services financiers, présente plusieurs avantages

2.4.1. Les avantages de l'inclusion financière

L'inclusion financière a fait l'objet d'une grande attention de la part des autorités publiques et des universitaires pour quatre raisons. Premièrement, l'inclusion financière est considérée comme une stratégie majeure utilisée pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations unies (Sahay et al, 2015 ; Demirguc-Kunt et al, 2017). Deuxièmement, elle favorise l'amélioration du niveau d'inclusion sociale dans de nombreuses sociétés (Bold, et al, 2012). Troisièmement, contribue à réduire le niveau de pauvreté à un minimum souhaité (Chibba, 2009, Neaime et Gaysset, 2018). Et enfin, apporte d'autres avantages socioéconomiques (Sarma et Pais, 2019 ; Kpodar et Andrianaivo, 2019).

D'après les données du Global Findex, l'inclusion financière revêt une importance capitale pour les universitaires et les autorités publiques, chacun pour des raisons spécifiques pour les universitaires, l'inclusion financière représente un sujet d'étude crucial. En examinant les données de Findex, ils peuvent analyser les tendances et les impacts de l'inclusion financière sur divers aspects socio-économiques, tels que la réduction de la pauvreté, la croissance économique et l'égalité des genres. Leur analyse permet de mieux comprendre les mécanismes qui favorisent ou entravent l'accès aux services financiers, ce qui peut conduire à des recommandations politiques et des interventions plus efficaces.

De l'autre côté, pour les autorités publiques, les données de Findex sont essentielles pour évaluer l'efficacité de leurs politiques d'inclusion financière et pour orienter leurs décisions politiques. En comprenant les besoins et les comportements financiers de leur population, les autorités peuvent concevoir des stratégies visant à étendre l'accès aux services financiers et à promouvoir l'inclusion financière. De plus, ces données les aident à mesurer les progrès réalisés dans la réalisation des objectifs de développement économique et social.

Ainsi, pour les universitaires comme pour les autorités publiques, l'analyse des données de Findex offre une base solide pour comprendre l'importance de l'inclusion financière, ses défis

et ses opportunités, et pour formuler des politiques et des initiatives efficaces visant à promouvoir une inclusion financière durable et équitable.

(global Findex, 2021).

Cependant, l'inclusion financière présente également des limites et des défis

2.4.2 Les limites de l'inclusion financière

La stratégie de l'inclusion financière a d'irréfutables effets positifs, mais elle est freinée par plusieurs obstacles. Selon l'enquête Findex, au terme de l'année 2017, la faible pénétration des services financiers formels est développée principalement par : un faible niveau de revenus s'expliquant par le fait que 46% des adultes non bancarisés déclarent que le coût onéreux des services financiers est un obstacle majeur à la possession d'un compte de transactions, une offre inadaptée aux besoins des segments à faible revenu et une forte utilisation des services financiers informels. Le statut socio-économique a aussi un rôle prépondérant concernant les femmes, l'exclusion économique-sociale associée à des facteurs culturels, entraîne une forte exclusion financière des femmes par rapport aux hommes.

Malgré l'inclusion numérique accrue, permise par le mobile, les lacunes dans l'accès et la disponibilité des services mobiles, y compris de l'Internet, persistent un nombre considérable de personnes ne possèdent pas de téléphone, ou trouvent des difficultés de manipulation surtout dans les zones rurales (Afrique), où les réseaux mobiles sont parfois inexistantes. Chikalipah (2017), étudie les déterminants de l'inclusion financière en Afrique subsaharienne pour l'année 2014, et constate que l'analphabétisme est le principal obstacle à l'inclusion financière dans la région.

2.5. L'inclusion financière pendant la période de covid-19

Durant la pandémie de coronavirus, l'économie mondiale a subi de grands bouleversements, les restrictions d'hygiène ont poussé les agents à changer d'habitudes. D'après le Global Findex, la covid-19 a contribué à l'accélération des services financiers et à la digitalisation. Les services d'argent mobile ont connu une expansion à l'échelle mondiale, ainsi le pourcentage d'adulte ayant recours aux paiements digitaux est passé de 35% en 2014 à 57% en 2021. La digitalisation des salaires du secteur public et des régimes de protection sociale ces dernières

années, en particulier pendant la pandémie, a incité des millions de femmes auparavant non bancarisées à ouvrir des comptes. (World Bank. (2021))

Près de 70 % des femmes vivant dans les économies émergentes possèdent un compte, soit une augmentation de plus de 30 points de pourcentage au cours de la décennie passée (Global Findex, 2021). Nous constatons une réelle évolution de l'inclusion financière en Afrique subsaharienne via le mobile, notamment durant la période de Covid-19. En effet, le nombre de personnes utilisant le service mobile est passé de moins de 15% d'adultes possédant un compte mobile money en 2014, à plus de 30% en 2021 (World Bank. (2021)).

3. La genèse de l'inclusion financière

L'inclusion financière est le fruit d'une évolution historique et conceptuelle progressive. Cette section explore ses origines, les théories économiques et les modèles qui ont façonné son développement, ainsi que les initiatives internationales et régionales clés.

3.1. Historique et Évolution de l'Inclusion Financière

3.1.1 . Origines et Premiers Développements

L'inclusion financière tire ses racines des initiatives visant à atténuer la pauvreté et à stimuler la croissance économique, particulièrement dans l'après-guerre. La reconstruction économique post-Seconde Guerre mondiale a mis en lumière l'importance de fournir un accès au crédit aux segments marginalisés, notamment les agriculteurs et les petites entreprises dans les économies en développement. Par exemple, les programmes de financement agricole dans les années 1950 et 1960, soutenus par des organisations internationales telles que la Banque mondiale, ont été parmi les premières tentatives systématiques pour étendre le crédit aux zones rurales.

Les années 1970 ont vu l'émergence de la microfinance comme un outil puissant pour l'inclusion financière. La Grameen Bank, fondée par Muhammad Yunus au Bangladesh, a été une pionnière dans ce domaine. Elle a montré que les pauvres pouvaient non seulement accéder au crédit, mais aussi le rembourser avec des taux de défaut étonnamment bas. D'autres institutions, comme BancoSol en Bolivie et Bank Rakyat Indonesia, ont également démontré l'efficacité des microcrédits. Ces initiatives ont prouvé que les personnes défavorisées pouvaient être des emprunteurs fiables et ont permis de construire un argument solide pour l'expansion de la microfinance à l'échelle mondiale.

3.1.2 . Développements Contemporains

- **Expansion des services financiers** : Depuis les années 1990, le concept d'inclusion financière s'est élargi pour inclure une gamme plus large de services financiers. Les gouvernements et les organisations internationales ont reconnu que l'accès à l'épargne, aux assurances et aux services de paiement était aussi crucial que l'accès au crédit. Par exemple, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a commencé à promouvoir des initiatives de microassurance pour aider les populations vulnérables à se protéger contre les risques. L'inclusion financière est devenue une priorité dans les agendas de développement, avec des initiatives telles que le Millennium Development Goals (MDGs) et plus tard les Sustainable Development Goals (SDGs), qui ont tous deux mis en avant l'importance d'inclure les populations marginalisées dans le système financier formel.
- **Rôle des technologies** : Les technologies financières ont révolutionné l'accès aux services financiers, surtout dans les régions isolées. Le développement des technologies mobiles et des fintech a permis de contourner les barrières physiques et économiques traditionnelles. M-Pesa au Kenya, lancé en 2007, est un exemple emblématique. Ce service permet aux utilisateurs de réaliser des transactions financières via leurs téléphones portables, même sans avoir de compte bancaire. Ce modèle a été reproduit dans d'autres pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, transformant ainsi l'accès aux services financiers pour des millions de personnes.

3.2. Modèles et Théories de l'Inclusion Financière

3.2.1. Théories économiques pertinentes

- **Théorie du développement économique** : Cette théorie postule que l'accès aux services financiers est essentiel pour le développement économique. Les services financiers permettent aux individus d'investir dans l'éducation, la santé et les petites entreprises, créant ainsi un cercle vertueux de croissance et de développement. Par exemple, les études montrent que l'accès au crédit permet aux agriculteurs d'acheter des semences de meilleure qualité, augmentant ainsi leur productivité et leurs revenus.
- **Théorie de la finance inclusive** : Cette théorie met en avant l'importance de l'inclusion financière pour réduire les inégalités économiques et sociales. En intégrant les

populations marginalisées dans le système financier formel, on favorise une croissance économique plus équilibrée et inclusive. Les politiques de finance inclusive visent à offrir des services financiers accessibles et abordables à tous, indépendamment de leur situation économique ou géographique. Les initiatives telles que les comptes d'épargne à faible coût et les programmes de microassurance illustrent cette approche.

3.2.2. Modèles d'inclusion financière

- **Modèle de microfinance :** Ce modèle propose des prêts de petite envergure à des taux d'intérêt abordables pour les populations à faible revenu. Les institutions de microfinance, telles que la Grameen Bank et FINCA International, ont prouvé que les populations défavorisées peuvent être des clients fiables et rentables. Ces institutions offrent également des services complémentaires comme la formation en gestion financière et le soutien aux entreprises, contribuant ainsi à la viabilité économique de leurs clients.
- **Modèle de banque mobile :** Les technologies mobiles permettent de fournir des services financiers aux populations non bancarisées, notamment dans les régions rurales ou difficiles d'accès. M-Pesa au Kenya est un exemple emblématique, permettant aux utilisateurs d'effectuer des paiements, d'épargner et de contracter des microcrédits via leur téléphone mobile. D'autres exemples incluent les services de banque mobile en Inde et aux Philippines, qui ont également eu un impact significatif sur l'inclusion financière.
- **Modèle de services financiers intégrés :** Ce modèle propose une gamme complète de services financiers (crédit, épargne, assurance, paiements) adaptés aux besoins des clients. Les banques inclusives adoptent souvent ce modèle pour maximiser leur impact, en offrant des solutions financières complètes et adaptées aux besoins spécifiques de leurs clients. Par exemple, Equity Bank au Kenya offre une gamme complète de services financiers, incluant des comptes d'épargne, des prêts, des assurances et des services de paiement mobile, répondant ainsi aux divers besoins de ses clients.

3.3. Initiatives Internationales et Régionales

3.3.1. Initiatives globales

- **Alliance pour l'inclusion financière (AFI) :** Cette alliance regroupe des banques centrales et des régulateurs financiers de plus de 90 pays. L'AFI facilite le partage de connaissances et de meilleures pratiques pour promouvoir des politiques publiques favorisant l'inclusion financière. Par exemple, l'AFI aide les pays membres à développer des stratégies nationales d'inclusion financière et à adopter des réglementations favorables à l'innovation financière.
- **Objectifs de Développement Durable (ODD) :** Les ODD des Nations Unies incluent des objectifs spécifiques visant à améliorer l'accès aux services financiers pour tous. L'ODD 8, par exemple, promeut une croissance économique soutenue et inclusive, et reconnaît l'importance de l'inclusion financière pour atteindre cet objectif. Les initiatives comme les partenariats public-privé pour développer les infrastructures financières et l'éducation financière font partie des efforts pour atteindre ces objectifs.

3.3.2 . Études de cas de succès régionaux

- **Kenya :** M-Pesa a transformé l'accès aux services financiers en permettant aux utilisateurs d'effectuer des paiements, d'épargner et de contracter des microcrédits via leur téléphone mobile. En 2021, environ 96% des ménages kenyans utilisaient M-Pesa, illustrant son impact profond sur l'inclusion financière dans le pays.
- **Inde :** Le programme Pradhan Mantri Jan Dhan Yojana (PMJDY) a ouvert des millions de comptes bancaires pour les personnes non bancarisées, leur offrant un accès direct aux services financiers. Lancé en 2014, le programme a permis l'ouverture de plus de 400 millions de comptes, avec un accent particulier sur les zones rurales et les populations marginalisées.
- **Bolivie :** BancoSol, une institution de microfinance, a réussi à intégrer des segments importants de la population autrefois exclus du système financier formel. En offrant des services financiers adaptés aux besoins des micro-entrepreneurs et des petites entreprises, BancoSol a contribué au développement économique local et à la réduction de la pauvreté.

La genèse de l'inclusion financière est un processus évolutif qui a commencé avec des initiatives locales et pionnières comme la microfinance et qui s'est transformé en un mouvement global grâce à l'innovation technologique et aux politiques publiques. Comprendre ces évolutions est essentiel pour analyser les stratégies actuelles et futures visant à promouvoir une inclusion financière plus large et plus efficace.

Conclusion

L'inclusion financière est bien plus qu'une simple question d'accès aux services financiers ; c'est un impératif moral et économique qui touche au cœur même du développement humain. À travers l'exploration des trois sections de ce chapitre - l'exclusion financière, l'inclusion financière et la genèse financière - nous avons pu constater la complexité de ce défi et les efforts déployés pour le surmonter.

Premièrement, nous avons examiné l'ampleur de l'exclusion financière et ses ramifications pour les individus et les communautés à travers le monde. Nous avons identifié les obstacles qui entravent l'accès aux services financiers et les conséquences néfastes de cette exclusion, allant de la vulnérabilité économique à l'aggravation des inégalités sociales.

Ensuite, nous avons exploré les stratégies et les politiques mises en œuvre pour promouvoir l'inclusion financière. Des initiatives novatrices telles que les services bancaires mobiles et les programmes d'éducation financière ont contribué à étendre l'accès aux services financiers à des millions de personnes auparavant exclues. Cependant, des défis persistent, notamment en matière d'accessibilité, de réglementation et de sensibilisation.

Enfin, en examinant la genèse financière, nous avons pris du recul pour comprendre les racines historiques et les dynamiques structurelles qui sous-tendent le système financier mondial. Cette perspective historique nous rappelle que les défis actuels de l'inclusion financière sont ancrés dans des siècles d'évolution économique, politique et sociale.

Ainsi, l'inclusion financière demeure un objectif essentiel pour construire un avenir plus juste et prospère pour tous. Pour y parvenir, il est crucial de poursuivre les efforts visant à éliminer les obstacles à l'accès aux services financiers, à renforcer les capacités des individus et des communautés, et à promouvoir une réglementation et une gouvernance financières inclusives et responsables.

Introduction

L'inclusion financière est essentielle pour le développement économique et social, permettant un accès équitable et abordable aux services financiers pour tous. Dans les pays développés, des infrastructures avancées et des politiques stables facilitent cette inclusion, bien que certains groupes restent exclus. En revanche, les pays en développement, comme l'Algérie, rencontrent des obstacles majeurs tels que des infrastructures insuffisantes et une faible littératie financière. Cependant, des initiatives innovantes, comme les services bancaires mobiles et les fintechs, offrent des solutions prometteuses. L'Algérie, par exemple, modernise son secteur bancaire et promeut les paiements électroniques pour améliorer l'accès aux services financiers, avec des programmes comme BaridiMob et Angem jouant un rôle crucial.

Dans ce deuxième chapitre de notre travail, nous essaierons de survoler quelques expériences de la mise en place et de l'importance de l'inclusion financière. Pour parvenir à cet objectif, nous scinderons ce chapitre en trois points. Le premier point abordera l'inclusion financière dans les pays développés. Le deuxième point mettra en exergue l'inclusion financière dans les pays en développement, et enfin dans le troisième point nous exposerons le cas de l'inclusion financière en Algérie.

1. Inclusion Financière dans les Pays Développés

L'inclusion financière dans les pays développés se réfère à l'accès universel à une gamme de services financiers à des coûts abordables pour tous les segments de la population .

1.1. Contexte et Caractéristiques des Pays Développés

Les pays développés se distinguent par leurs économies stables, des infrastructures financières avancées, et des niveaux élevés d'inclusion financière. Cette section examine en détail ces caractéristiques et présente des exemples de politiques et programmes qui ont contribué à ces succès.

1.2. Facteurs Clés Contribuant à l'Inclusion Financière dans les Pays Développés

Dans les pays développés, l'inclusion financière est généralement très élevée. Selon les données de la Banque mondiale, environ 95% des adultes dans les pays à revenu élevé possèdent un compte bancaire. (Banque Mondiale, 2021) Cette situation résulte de plusieurs facteurs clés :

- **Infrastructures financières robustes** : Les pays développés disposent de réseaux bancaires étendus, avec une densité élevée de succursales bancaires et de guichets automatiques. Par exemple, en France, on compte environ 35 agences bancaires pour 100 000 habitants, facilitant l'accès aux services financiers (Banque de France, 2022).
- **Technologies avancées** : L'innovation technologique joue un rôle crucial dans l'amélioration de l'accès aux services financiers. Les services bancaires en ligne et mobiles, les plateformes de paiement électronique et les applications de gestion financière ont rendu les services financiers plus accessibles. Par exemple, au Royaume-Uni, environ 71% des adultes utilisent les services bancaires en ligne, et 48% utilisent les applications bancaires mobiles (UK Finance, 2022).
- **Cadres réglementaires stables** : Des réglementations bien établies protègent les consommateurs et encouragent l'inclusion financière. Les régulateurs financiers dans les pays développés, comme la Federal Reserve aux États-Unis ou l'Autorité de conduite financière (FCA) au Royaume-Uni, supervisent les institutions financières pour assurer leur conformité et leur stabilité (FCA, 2021).
- **Éducation financière** : Un niveau relativement élevé de littératie financière parmi la population soutient l'utilisation des services financiers. Par exemple, en Australie, le gouvernement a mis en place le programme "MoneySmart" pour améliorer les compétences financières des citoyens à travers des ressources éducatives et des ateliers. (Australian Securities and Investments Commission, 2022).

1.3. Politiques et Programmes d'Inclusion Financière des Pays Développés

1.3.1. Les États-Unis

- **Community Reinvestment Act (CRA)** : Adopté en 1977, le CRA vise à encourager les institutions financières à répondre aux besoins de crédit de toutes les communautés, y compris celles à faible et modéré revenu. Les banques sont évaluées sur leurs efforts pour soutenir les communautés locales à travers des prêts, des investissements et des services. Le CRA a contribué à augmenter l'accès au crédit hypothécaire et aux prêts commerciaux dans les quartiers à faible revenu, aidant à revitaliser ces communautés. Une étude de la Federal Reserve a révélé que les quartiers couverts par le CRA avaient vu une

augmentation de 20% des prêts hypothécaires par rapport aux zones non couvertes par le CRA. (Federal Reserve, 2021).

- **Individual Development Accounts (IDA)** : Ce programme encourage l'épargne chez les personnes à faible revenu en offrant des fonds de contrepartie pour des objectifs spécifiques tels que l'éducation, l'achat de logement ou la création d'entreprise.

Les participants au programme IDA ont pu augmenter leur épargne et améliorer leur stabilité financière. Selon le Center for Social Development, les participants ont réussi à accumuler en moyenne 1 500 \$ d'épargne, grâce aux fonds de contrepartie. (Center for Social Development, 2020).

1.3.2. L'Europe

- **Directive sur les comptes de paiement de l'Union Européenne** : Adoptée en 2014, cette directive garantit à chaque citoyen le droit à un compte de paiement de base, même pour ceux sans domicile fixe ou sans emploi.

Elle a permis à des millions de personnes précédemment non bancarisées d'ouvrir des comptes bancaires et d'accéder à des services financiers de base. Selon un rapport de la Commission européenne, environ 10 millions de nouveaux comptes de paiement ont été ouverts depuis l'adoption de la directive. (Commission Européenne, 2021)

- **Plan d'action sur les services financiers** : Lancé par la Commission Européenne, ce plan vise à renforcer la compétitivité et l'innovation dans le secteur des services financiers, tout en améliorant l'accès aux services pour les consommateurs.

Le plan a favorisé le développement de fintechs et l'adoption de services financiers numériques. Le nombre de start-ups fintech en Europe a doublé entre 2015 et 2020, passant de 3 000 à plus de 6 000. (European Fintech Association, 2022)

1.4. Initiatives et Résultats des Programmes d'Inclusion Financière dans les Pays Développés

Les initiatives spécifiques et les programmes en place dans les pays développés ont conduit à des résultats notables en matière d'inclusion financière.

1.4.1. Programmes Spécifiques

- **Services bancaires mobiles** : En Europe, des banques digitales comme N26 en Allemagne et Revolut au Royaume-Uni offrent des services bancaires entièrement mobiles, permettant une gestion des comptes simplifiée et accessible via smartphone.
- Ces services ont facilité l'accès aux services bancaires pour les jeunes et les personnes à revenu modeste, augmentant ainsi le taux d'inclusion financière. Selon une étude de McKinsey, environ 40% des nouveaux comptes bancaires ouverts en Europe en 2020 l'ont été via des plateformes bancaires mobiles. (McKinsey & Company, 2021)
- **Microcrédit et services bancaires communautaires** : Aux États-Unis, des organisations comme Action et GrameenAmerica fournissent des microcrédits aux entrepreneurs à faible revenu, contribuant ainsi à la création d'emplois et à l'autoentrepreneuriat.
- Les bénéficiaires de microcrédits ont pu développer leurs entreprises et améliorer leur situation économique. Par exemple, GrameenAmerica a octroyé plus de 1 milliard de dollars en prêts à plus de 100 000 femmes entrepreneurs depuis sa création.
(GrameenAmerica, 2022)

1.4.2. Impact Positif des Programmes de Microcrédit et des Services Bancaires Mobiles sur l'Inclusion Financière

Des études montrent que les programmes de microcrédit et les services bancaires mobiles ont considérablement amélioré l'inclusion financière.

- **Community Reinvestment Act (CRA)** : Une étude de la Federal Reserve a révélé que le CRA a permis d'accroître le volume de prêts hypothécaires dans les quartiers à faible revenu de 20% par rapport aux zones non couvertes par le CRA. Le CRA a également contribué à réduire les disparités de crédit entre les quartiers à revenu élevé et à faible revenu, en augmentant l'accès au crédit pour les minorités et les populations à faible revenu. (Federal Reserve, 2021)
- **Comptes bancaires mobiles** : Selon une étude de l'Université de Cambridge, les comptes bancaires mobiles ont facilité l'accès aux services financiers pour les populations jeunes et technophiles, augmentant de 30% l'utilisation des services

financiers chez les jeunes adultes. Les comptes bancaires mobiles ont également amélioré la gestion financière personnelle et la capacité d'épargne des utilisateurs, avec une augmentation moyenne de 15% des soldes de compte des utilisateurs de services bancaires mobiles. (University of Cambridge, 2020)

1.5. Défis de l'Inclusion Financière

Malgré des niveaux élevés d'inclusion financière, certains groupes restent exclus. Les zones rurales, les minorités ethniques, les immigrants et les personnes à faible revenu font face à des barrières telles que le manque de littératie financière, la méfiance envers les institutions financières et l'absence de produits financiers adaptés à leurs besoins.

- **Zones rurales** : En Europe, environ 15% de la population rurale n'a pas accès aux services bancaires de base. Par exemple, en Espagne, de nombreuses petites villes n'ont plus d'agences bancaires, rendant difficile l'accès aux services financiers pour les habitants. (Banco de España, 2021)
- **Minorités ethniques et immigrants** : Aux États-Unis, environ 25% des ménages hispaniques et 20% des ménages afro-américains sont sous-bancarisés ou nonbançarisés. Ces groupes peuvent rencontrer des difficultés supplémentaires liées à des pratiques discriminatoires ou à des barrières linguistiques. (FDIC, 2020)
- **Personnes à faible revenu** : Les coûts élevés des services financiers peuvent décourager leur utilisation par les personnes à faible revenu. Par exemple, les frais de maintenance de compte et les frais de découvert peuvent représenter une charge significative pour ces populations. (Consumer Financial Protection Bureau, 2021)

1.6. Stratégies Clés pour Renforcer l'Inclusion Financière

1.6.1. Renforcement de l'éducation financière :

- **Recommandation** : Mettre en œuvre des programmes d'éducation financière dans les écoles et les communautés pour améliorer la compréhension des produits financiers. Par exemple, l'initiative "Money Smart" de la FDIC aux États-Unis propose des modules d'éducation financière gratuits pour différents groupes d'âge et niveaux de compétence. (FDIC,

2022)

- **Impact potentiel** : Une meilleure éducation financière pourrait augmenter l'utilisation des services financiers et réduire l'exclusion financière. Une étude de la FDIC a montré que les participants aux programmes d'éducation financière avaient une probabilité 10% plus élevée d'utiliser des comptes bancaires et d'autres services financiers formels. (FDIC, 2022)

1.6.2. Amélioration de l'accès aux infrastructures financières

- **Recommandation** : Investir dans les infrastructures financières et numériques, notamment dans les zones rurales et les communautés mal desservies. Par exemple, des initiatives publiques-privées peuvent aider à étendre la couverture des services bancaires. (Banque Mondiale, 2022)
- **Impact potentiel** : L'amélioration des infrastructures financières peut faciliter l'accès aux services financiers pour les populations rurales et marginalisées, augmentant ainsi les niveaux d'inclusion financière. (Banque Mondiale, 2022)

1.6.3. Encouragement de l'innovation financière

- **Recommandation** : Promouvoir l'innovation technologique et l'adoption de solutions fintech pour offrir des services financiers plus accessibles et abordables. Les régulateurs devraient soutenir les start-ups fintech tout en assurant une protection adéquate des consommateurs. (European Fintech Association, 2022)
- **Impact potentiel** : L'innovation financière peut réduire les coûts des services financiers et améliorer leur accessibilité, en particulier pour les jeunes et les personnes à revenu modeste. (European Fintech Association, 2022)

2. Inclusion Financière dans les Pays en Développement

2.1. Contexte et Caractéristiques des Pays en Développement

L'inclusion financière dans les pays en développement est cruciale pour stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté. Cette section examine les caractéristiques, les défis et les succès des initiatives visant à améliorer l'accès aux services financiers, tout en mettant en lumière les innovations technologiques et les recommandations pour surmonter les obstacles persistants.

Dans les pays en développement, l'inclusion financière est souvent faible. Selon la Banque mondiale, seulement environ 40% des adultes dans les pays à faible revenu possèdent un compte bancaire. (Banque Mondiale, 2021). Cette situation est due à plusieurs facteurs.

2.2. Facteurs spécifiques aux pays en développement

- **Infrastructures financières insuffisantes** : Les réseaux bancaires sont souvent concentrés dans les zones urbaines, laissant les zones rurales mal desservies. Par exemple, en Inde, plus de 70% des villages n'ont pas accès à une succursale bancaire. (Reserve Bank of India, 2021)
- **Barrières culturelles et économiques** : La méfiance envers les institutions financières, les revenus irréguliers et les faibles niveaux de littératie financière compliquent l'inclusion financière. En Afrique subsaharienne, près de 80% des transactions sont effectuées en espèces. (Banque Mondiale, 2021).
- **Réglementation et cadre légal** : Les régulations peuvent être rigides et ne pas encourager l'innovation financière, rendant difficile pour les nouvelles technologies de pénétrer le marché. Par exemple, au Nigeria, les restrictions sur les services de paiement mobile ont retardé l'adoption de ces technologies. (Central Bank of Nigeria, 2021)

2.3. Initiatives Réussies en Inclusion Financière des Pays en Développement

2.3.1. L'Inde

PradhanMantri Jan DhanYojana (PMJDY) : Lancé en 2014, ce programme a permis d'ouvrir plus de 400 millions de comptes bancaires pour les populations non bancarisées. Ce programme combine l'ouverture de comptes avec l'accès à des assurances et des pensions, facilitant ainsi une plus grande inclusion financière. En conséquence, le taux de bancarisation en Inde est passé de 35% en 2011 à 80% en 2020. (Government of India, 2020)

2.3.2. Le Bangladesh

Grameen Bank : Pour parer à la non-bancarisation en général et celle des pauvres en particulier, la microfinance est présentée comme une solution efficace. Le Bangladais Muhammad Yunus, lauréat du Prix Nobel de la paix 2006, a créé officiellement en 1983 la Grameen Bank pour offrir des microcrédits aux exclus du système bancaire et contribuer à leur réinsertion sociale. Depuis, son modèle a été copié partout dans le monde, jusque dans les pays

développés. Aujourd'hui, il existe plus de 10 000 institutions de microfinance qui servent environ 150 millions de familles, soit 750 millions d'individus. (Grameen Bank, 2022)

2. 4. Facteurs Spécifiques à l'Inclusion Financière dans les Pays en

Développement

2.4.1. Le Mobile Money

Le mobile money, également connu sous le nom de « portefeuille mobile » ou sous le nom commercial de l'intermédiaire, permet aux individus de recevoir, conserver et dépenser de l'argent en utilisant leur téléphone portable. Avec le mobile money, le numéro de téléphone correspond au numéro de compte. Il existe plus de 260 services de portefeuilles mobiles autour du monde, la plupart situés en Afrique, en Asie ou en Amérique Latine.

L'argent mobile est devenu un catalyseur important de l'inclusion financière dans les pays en développement. Il permet également d'épargner via la téléphonie mobile sans nécessiter de compte bancaire. En 2021, 76 % des adultes dans le monde possédaient un compte auprès d'une institution financière ou d'un prestataire de services d'argent mobile. Le nombre de personnes possédant des comptes dans le monde a augmenté de 50 % au cours des dix années allant de 2011 à 2021 (Global Findex, 2021). En Afrique subsaharienne, cette augmentation découle en grande partie de l'adoption de l'argent mobile (Global Findex, 2021).

En 2018, Evans examine la relation entre Internet, les téléphones mobiles et l'inclusion financière en Afrique de 2000 à 2016, et constate qu'Internet et les téléphones mobiles ont amélioré la capacité des individus à accéder aux services financiers de base, augmentant ainsi le niveau d'inclusion financière. **2.4.2. Mobile Banking** c'est Un exemple emblématique de mobile money est M-Pesa au Kenya. En Afrique, M-Pesa a transformé l'accès aux services financiers en permettant aux utilisateurs de réaliser des transactions financières via leurs téléphones portables. Ce modèle a été reproduit dans plusieurs autres pays. Aujourd'hui, plus de 48 millions de personnes utilisent M-Pesa en Afrique de l'Est, facilitant des transactions annuelles de plus de 50 milliards de dollars. (Safaricom, 2022) **2.4.2. Fintechs**

Les fintechs représentent un secteur émergent de l'industrie financière, englobant une gamme de technologies utilisées pour faciliter les transactions financières, les activités des entreprises, ainsi que les interactions et services fournis aux consommateurs. (Micu&Micu 2016) définissent les fintechs comme un secteur innovant dédié à la finance et basé sur les nouvelles technologies. Les principaux acteurs de ce domaine incluent les institutions financières

traditionnelles, les start-ups non bancaires, et les géants du numérique (BigTech) tels qu'Apple et Microsoft.

Paytm en Inde. Un exemple notable de fintech. Cette plateforme offre une gamme complète de services financiers, allant des paiements mobiles aux services bancaires en ligne, facilitant ainsi l'inclusion financière. Paytm compte plus de 400 millions d'utilisateurs enregistrés, contribuant de manière significative à l'augmentation de l'utilisation des services financiers digitaux en Inde. (Paytm, 2022).

Tableau n°1 : Les services concernés par les fintechs

Services financiers	Utilités
Paie ments	
Transferts de fonds	Par des applications et plateformes Internet ou la monnaie électronique.
L'initiation de paiement	Repose sur un contrat (mandat) proposant au client d'initier en leur nom les paiements à effectuer via leur compte bancaire.
Information sur les comptes	Ce service vise à connaître sa situation financière à tout moment et donc de gérer au mieux ses finances grâce aux interfaces (site internet et/ou application mobile).
La mise à disposition et la gestion de cryptoactifs ou actifs financiers virtuels.	Plateforme dédiée à la gestion et au transaction liée aux cryptomonnaies.
Cr édits	
Le financement participative ou crowdfunding: crowdlending(prêt),donation-based crowdfunding(don), l'equity crowdfunding (prise de participation).	Elles consistent en un appel public, essentiellement par le biais de plateformes hébergées sur Internet, pour collecter des ressources sous formes de prêt avec ou sans intérêt, de don, ou de prise de participation dans une entreprise.

Les banques digitales	Ou néo-banque, est une banque dont la structure, le fonctionnement, l'accès et les services sont entièrement adaptés à l'usage du téléphone mobile ou de l'Internet. Elle est conçue intégralement sur le modèle digital, à différencier des banques en ligne qui existent physiquement.
Le crédit scoring	Basé sur l'intelligence artificielle et le Big Data, les Fintech offrent aussi des services d'aide à la décision d'octroi de crédit similaire à l'agence de notation tel que Moody's, (international).
Gestion d'actifs	
Ces services concernent notamment les structures ayant recours à l'intelligence artificielle pour effectuer des analyses de marché et gérer les actifs de la clientèle. Ces programmes peuvent réaliser des placements pour le compte de leurs clients sur la base d'une analyse des données du marché. Il s'agit dans ce cas, d'allocation automatique de ressources.	
Assurance ou InsurTech	
Elle assure la fourniture de services d'assurance tels, la souscription et la gestion immédiate des contrats d'assurance et des sinistres déclarés en ligne, ou via un Smartphone, la personnalisation des offres de contrats d'assurance, renforcement de la relation client à travers l'utilisation des nouvelles technologies.	

Source : Réalisé par les auteurs, à partir du précis sur les fintechs.

2.5. Défis et perspectives pour l'inclusion financière : obstacles et recommandations

2.5.1. Obstacles majeurs

- **Infrastructures limitées** : Les zones rurales restent largement non desservies par les services financiers formels. Par exemple, seulement 10% des villages en Afrique de l'Ouest ont accès à une succursale bancaire. (Banque Mondiale, 2021)
- **Littératie financière** : Le manque de connaissances financières limite l'utilisation des services disponibles. Selon une étude de la Banque mondiale, seulement 30% des adultes en Afrique subsaharienne ont une connaissance de base des concepts financiers. (Global Findex, 2021).

- **Régulations restrictives** : Les cadres réglementaires peuvent freiner l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies financières. Par exemple, les restrictions sur les transferts de fonds internationaux au Venezuela compliquent l'accès aux services financiers pour les migrants. (International Monetary Fund, 2021).

2.5.2. Perspectives d'amélioration et recommandations

- **Investissements dans les infrastructures** : Améliorer les infrastructures financières et numériques pour faciliter l'accès aux services financiers. Par exemple, le projet "Digital India" vise à améliorer les infrastructures numériques en investissant 1,1 milliard de dollars dans les technologies de l'information et des communications. (Government of India, 2021)
- **Programmes d'éducation financière** : Mettre en œuvre des programmes d'éducation financière pour améliorer la littératie financière des populations. Le programme "TeachChildren to Save" en Afrique du Sud a touché plus de 200 000 élèves depuis son lancement. (South African Reserve Bank, 2021)
- **Encouragement des fintech** : Promouvoir l'innovation technologique et l'adoption de solutions fintech pour surmonter les obstacles traditionnels. Par exemple, le Kenya FintechWeek rassemble des innovateurs, des régulateurs et des investisseurs pour discuter des meilleures pratiques et promouvoir les technologies financières. (Kenya Fintech Week, 2022).

L'amélioration de l'inclusion financière dans les pays en développement est essentielle pour une croissance économique équitable et durable. Les initiatives telles que les programmes gouvernementaux et les innovations technologiques comme le mobile money et les fintechs montrent des progrès significatifs. Cependant, des défis subsistent, nécessitant des efforts continus pour améliorer les infrastructures, la littératie financière et les cadres réglementaires afin de maximiser l'impact de ces avancées.

3. Le Cas de l'Algérie

3.1. Contexte Socio-économique de l'Algérie

3.1.1. Structure Économique et Démographique de l'Algérie

L'Algérie est une économie en développement dont la structure économique est fortement marquée par une dépendance aux hydrocarbures, principalement le pétrole et le gaz naturel. Ces ressources sont les principaux moteurs de l'économie algérienne, contribuant à environ 20-30% du produit intérieur brut (PIB). Elles constituent environ 93-95% des exportations totales

du pays, rendant l'économie particulièrement vulnérable aux fluctuations des prix internationaux du pétrole et du gaz. Les recettes fiscales provenant des hydrocarbures représentent également une part importante du budget de l'État, souvent plus de 60%, ce qui souligne la dépendance financière du gouvernement envers ce secteur. (Banque d'Algérie, 2022; Banque Mondiale, 2021)(IMF, 2021).

En dehors des hydrocarbures, le secteur agricole, bien que représentant une part relativement faible du PIB (environ 10%), est une source importante d'emploi, surtout dans les zones rurales. Le secteur industriel non lié aux hydrocarbures et les services sont moins développés. Le gouvernement tente de diversifier l'économie en investissant dans ces secteurs, mais les progrès sont lents en raison de divers obstacles. (Banque d'Algérie, 2022; Banque Mondiale, 2021)(IMF, 2021).

L'attractivité de l'Algérie pour les investissements étrangers, particulièrement dans les secteurs non-hydrocarbures, est freinée par des défis tels que la bureaucratie, des réglementations strictes et des tensions politiques persistantes. Malgré ces obstacles, des efforts sont faits pour attirer des investissements étrangers afin de stimuler la diversification économique. (OECD, 2022) (ONU, 2022) (OIT, 2021).

3.1.2. Structure Démographique

L'Algérie possède une population majoritairement jeune, avec environ 70% de ses habitants ayant moins de 30 ans en 2020. Cette structure démographique présente des opportunités considérables pour le développement économique et social du pays. Une population jeune peut dynamiser la croissance économique par une main-d'œuvre abondante et énergique. Cependant, cela pose également des défis, notamment en termes de création d'emplois et de satisfaction des aspirations de cette jeune génération. (OIT, 2021)

Le taux de natalité en Algérie est relativement élevé, bien que celui-ci ait commencé à diminuer ces dernières années. Environ 72% de la population vit dans des zones urbaines, un chiffre en constante augmentation avec l'exode rural. Cette urbanisation rapide pose des défis tels que le chômage, le logement insuffisant et la pression sur les infrastructures urbaines. (ONU, 2022)

Le taux d'alphabétisation en Algérie est relativement élevé, autour de 80%, avec un fort accent sur l'éducation primaire et secondaire. Cependant, le système éducatif doit encore s'adapter pour mieux répondre aux besoins du marché du travail. Le chômage, en particulier parmi les jeunes et les diplômés, est un problème majeur. Les jeunes représentent une proportion

importante des demandeurs d'emploi, souvent confrontés à des difficultés d'intégration sur le marché du travail formel. (OECD, 2022)

3.1.3. Situation actuelle de l'inclusion financière

L'accès aux services financiers est relativement limité. Selon les données de la Banque mondiale, environ 43% des adultes en Algérie possèdent un compte bancaire. Les infrastructures financières sont principalement concentrées dans les zones urbaines, laissant les zones rurales et les populations marginalisées mal desservies. (Global Findex Database, 2021).

En matière d'inclusion financière, une proportion significative de la population algérienne reste non bancarisée, avec un accès limité aux services financiers formels, en particulier dans les zones rurales. Le gouvernement a lancé plusieurs initiatives pour améliorer l'inclusion financière, notamment à travers des programmes de microfinance et l'extension des services bancaires mobiles. Ces initiatives visent à offrir des services financiers aux populations marginalisées et à encourager l'utilisation des services financiers formels. (Banque Mondiale, 2021).

Les obstacles à l'inclusion financière en Algérie incluent la méfiance envers les institutions financières, le manque d'éducation financière et l'infrastructure limitée dans les régions éloignées. Toutefois, la jeune population et l'urbanisation croissante offrent des opportunités pour développer de nouveaux produits financiers adaptés aux besoins des jeunes et des populations urbaines. Les innovations technologiques, telles que les services bancaires mobiles et les fintechs, peuvent jouer un rôle crucial dans l'amélioration de l'accès aux services financiers. (Alliance for Financial Inclusion, 2022).

3.2. Initiatives et Programmes en Algérie pour l'Inclusion Financière

L'Algérie a mis en œuvre diverses initiatives et réformes pour améliorer l'inclusion financière, en modernisant le secteur bancaire et en promouvant les paiements électroniques. Voici un aperçu détaillé des politiques, réformes et programmes spécifiques qui ont été introduits :

- **3.2.1. Modernisation du Secteur Bancaire:**
- **Réformes Bancaires :** La Banque d'Algérie a introduit des mesures pour faciliter l'ouverture de comptes bancaires. Ces mesures incluent la simplification des procédures administratives et la réduction des exigences documentaires pour l'ouverture de comptes, rendant les services bancaires plus accessibles à une plus grande partie de la population.

Ces réformes visent à encourager l'inclusion financière en permettant à davantage de personnes d'accéder aux services bancaires de base. (Banque d'Algérie, 2022)

- **Promotion des Paiements Électroniques** : Pour encourager l'utilisation des paiements électroniques, des réformes ont été mises en œuvre pour moderniser les systèmes de paiement. Cela inclut l'augmentation du nombre de points de vente (POS) acceptant les cartes bancaires et la promotion des transactions électroniques pour réduire la dépendance au cash. Ces initiatives visent à intégrer les transactions numériques dans le quotidien des Algériens, facilitant ainsi des paiements plus sécurisés et plus efficaces.

(Société Générale Algérie, 2022).

3.2.2. Programmes Spécifiques

- **Banques Mobiles: BaridiMob** : Un des programmes phares est BaridiMob, un service de banque mobile lancé par Algérie Poste. Ce service permet aux utilisateurs d'effectuer diverses transactions financières à partir de leurs téléphones mobiles, telles que le transfert d'argent, le paiement de factures et la consultation de soldes de compte. En 2022, BaridiMob comptait plus de 5 millions d'utilisateurs actifs, témoignant de son succès et de son adoption par une large part de la population. Ce service est particulièrement important pour atteindre les populations non bancarisées dans les zones rurales, où l'accès aux infrastructures bancaires traditionnelles est limité. (Algérie Poste, 2022).

BaridiMob offre une gamme de services financiers, y compris des transferts d'argent entre comptes BaridiBank, le paiement de factures d'eau, d'électricité et d'internet, ainsi que le rechargement de crédit téléphonique. L'application permet également de géolocaliser les distributeurs automatiques de billets (DAB) et les bureaux de poste à proximité. Ces fonctionnalités visent à rendre les services financiers plus accessibles et pratiques pour les utilisateurs, renforçant ainsi l'inclusion financière. (Algérie Poste, 2022).

- **Microfinance: Angem (Agence Nationale de Gestion du Microcrédit)** : Angem est une institution clé dans le soutien des entrepreneurs à faible revenu en Algérie. Elle offre des microcrédits aux individus, en particulier aux femmes et aux jeunes, pour démarrer ou développer des microentreprises. Angem cible les populations vulnérables et marginalisées, en mettant un accent particulier sur l'autonomisation économique des

femmes et des jeunes. Les microcrédits sont destinés à financer des activités génératrices de revenus dans divers secteurs, tels que l'agriculture, l'artisanat, et les services.

(ANGEM, 2022).

Depuis sa création, Angem a distribué plus de 2 milliards de dinars en microcrédits, aidant ainsi des milliers de micro entrepreneurs à lancer ou à développer leurs entreprises. Ce soutien financier contribue à la réduction de la pauvreté et à la création d'emplois au niveau local, offrant des opportunités économiques aux populations à faible revenu. (Algérie Poste, 2022).

En plus des prêts, Angem offre des services de formation et de conseil pour aider les micro entrepreneurs à gérer efficacement leurs affaires. Ces services incluent des formations en gestion financière, en marketing et en développement des affaires, afin de renforcer les compétences entrepreneuriales des bénéficiaires. Ces formations visent à assurer la viabilité et la croissance des microentreprises financées, contribuant ainsi à un développement économique durable.

Conclusion

L'inclusion financière est essentielle pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté, malgré les défis persistants dans les pays développés et en développement. Elle met en lumière des initiatives prometteuses, telles que BaridiMob et Angem en Algérie, qui montrent des progrès significatifs vers une modernisation du secteur financier. Pour assurer une inclusion financière durable, il est crucial d'investir dans l'infrastructure financière, d'améliorer l'éducation financière et de développer des politiques inclusives. Bien que des succès aient été observés, il reste encore du travail pour rendre les services financiers accessibles à tous. En conclusion, l'inclusion financière est un objectif atteignable grâce à la coopération entre gouvernements, institutions financières et innovateurs technologiques, en utilisant les réussites comme modèles pour créer un système financier plus équitable et inclusif.

Chapitre 3 : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion Financière sur la croissance économique en Algérie

Introduction

L'inclusion financière, en tant que levier crucial pour le développement économique et social, représente un enjeu majeur pour de nombreux pays à travers le monde, y compris l'Algérie. En dépit de ses richesses naturelles et de son potentiel économique considérable, l'Algérie fait face à des défis importants pour assurer que tous ses citoyens aient accès aux services financiers de base.

La situation économique de l'Algérie est marquée par des réformes structurelles visant à diversifier l'économie et à réduire la dépendance aux hydrocarbures. Toutefois, malgré ces efforts, une grande partie de la population demeure en marge du système financier formel. Les taux de bancarisation restent relativement faibles, et l'accès au crédit, à l'épargne et aux services d'assurance est limité pour de nombreux Algériens, en particulier pour les femmes, les jeunes et les populations rurales.

Dans ce contexte, l'inclusion financière devient une priorité stratégique. Elle est perçue non seulement comme un vecteur de croissance économique, mais aussi comme un moyen de réduire la pauvreté, d'améliorer les conditions de vie et de favoriser une plus grande stabilité sociale.

Ce dernier chapitre de notre étude porte sur une estimation économétrique de la relation entre certaines variables d'inclusion financière et la croissance économique. Pour répondre ainsi à notre problématique, nous adopterons une démarche économétrique par la modélisation ARDL. Le premier point va présenter la méthodologie et la spécification du modèle. Le deuxième point portera sur l'estimation économétrique du modèle et analysera les différents aspects de l'inclusion financière en Algérie.

1. Méthodologie et spécification du modèle

Pour avancer une réponse à notre problématique, il convient de définir une méthodologie de recherche qui dans notre cas repose sur une étude quantitative de nature statistique et économétrique basée sur un modèle qui englobe une variable endogène et de variables exogènes. Afin de réaliser nos objectifs, les modèles dynamiques de type régression

autorégressive à retards distribués (ARDL) sont plus appropriés pour évaluer et analyser l'inclusion financière en Algérie.

1.1. Choix des variables et du modèle

Pour justifier l'utilisation des variables spécifiques dans notre modèle économétrique, il est important de démontrer leur pertinence théorique et empirique en relation avec la variable dépendante. Ainsi, notre choix qui s'est porté sur un ensemble de six variables peut être justifiée dans le contexte d'un modèle où l'analyse porte sur l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique représentée par l'évolution de l'agrégat (PIB/habitant).

1.1.1. Variable Dépendante (endogène)

- **Le PIB/Habitant (PIB_H)** : Le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) est une mesure économique qui permet de comparer les niveaux de vie entre différents pays en tenant compte des différences de coût de la vie et des taux d'inflation. Nous avons utilisé le PIB/Habitant car nous estimons qu'il capte mieux l'évolution de la valeur totale de tous les biens et services produits par un pays en une année divisée par la population totale de ce pays. cela donne une indication moyenne de la production économique par personne.

Le recours à l'utilisation de la PPA permet d'ajuster les taux de change entre les pays pour que la même quantité de biens et de services coûte le même montant dans chaque pays. En d'autres termes, elle permet de comparer le pouvoir d'achat des devises de manière plus réaliste que les taux de change du marché.

1.1.2. Variables Indépendantes (exogènes)

- **L'Épargne Brute (EPRG)** : L'épargne brute en pourcentage du PIB est un indicateur économique qui mesure la part du Produit Intérieur Brut (PIB) qui est épargnée par les différents agents économiques d'un pays au lieu d'être dépensée. Nous avons eu recours à l'utilisation de la variable épargne Brute en pourcentage du PIB car cet indicateur montre la fraction que les agents économiques nationaux ne consomment pas par rapport à la production totale de biens et services d'un pays. Ainsi, un taux d'épargne élevé indique qu'une économie a davantage de ressources disponibles pour l'investissement. L'investissement en capital (infrastructures, machines, technologie, etc.) est crucial pour la croissance économique à long terme.

Une épargne suffisante peut fournir une réserve financière en cas de chocs économiques ou de récessions. Cela aide les ménages et les gouvernements à maintenir la consommation et les investissements même en période de difficultés économiques. Elle

peut fournir également des fonds nécessaires pour les prêts et les investissements. Des taux d'épargne élevés peuvent encourager le développement des marchés financiers et des institutions bancaires.

- **Le nombre de détenteurs de comptes bancaires (N_CPT):** Cet indicateur mesure la proportion d'adultes possédant un compte dans une institution financière (banques, coopératives de crédit, etc.) ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile. C'est un indicateur clé pour évaluer l'accès de base aux services financiers.
- **Le nombre d'emprunteurs (N_EMPR) :** Cet indicateur évalue le nombre de personnes ayant accès au crédit formel. Il inclut les individus ayant emprunté de l'argent à une institution financière ou par le biais d'une carte de crédit, et est crucial pour comprendre l'accès des populations au financement nécessaire pour des investissements personnels et professionnels.
- **Le nombre de distributeurs automatiques de billets (DAB):** Le nombre de DAB par habitant ou par zone géographique est un indicateur de l'accessibilité physique aux services financiers. Un plus grand nombre de DAB indique une meilleure disponibilité des services de retrait d'argent liquide, facilitant ainsi les transactions financières quotidiennes pour les individus.

1.1.3. Intégration des Variables dans le Modèle

En intégrant ces variables dans un modèle économétrique, on cherche à capturer les dynamiques complexes (de court et de long terme) qui déterminent l'évolution du PIB/Habitant, et par ricochet l'évolution de la croissance économique en Algérie. Ainsi la forme linéaire du modèle que nous avons adopté dans le cadre de notre étude s'écrit comme suit:

$$(PIB_H)_t = \alpha + \beta_1(EPRN)_t + \beta_2(N_CPT)_t + \beta_3(N_EMP)_t + \beta_4(DAB)_t + \epsilon_t$$

1.2. Les sources des données utilisées

Notre recherche a été menée en utilisant une base de données issues de différents sites web officiels d'institutions et de banques internationales et nous avons porté une attention particulière à la forme et au contenu de nos variables d'intérêt. Pour parvenir à notre objectif et répondre à notre problématique, nous avons utilisé les bases de données du ; Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, la Banque d'Algérie, l'Office National des Statistiques ainsi que les rapports et données tirées du site officiel du Ministère des Finances algérien. Nos données originales sont annuelles et couvrent une période allant de 2009 à 2022.

Nous avons eu recours à l'utilisation de la méthode de Denton pour la trimestrialisation de ces données annuelles. Cette méthode permet de construire des séries trimestrielles à partir d'indicateurs et de séries de comptes nationaux annuels. Elle propose deux variantes : additive et proportionnelle. Ainsi, nous avons pu obtenir des séries chronologiques avec un nombre d'observations suffisantes pour valider l'utilisation de la modélisation économétrique et obtenir des estimations linéaires pour un minimum de données.

1.3. Généralités sur le modèle ARDL

Le modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag) est une technique économétrique utilisée pour analyser les relations dynamiques entre une variable dépendante et une ou plusieurs variables indépendantes à court et à long terme. Le modèle ARDL combine les termes autorégressifs (AR) et les termes à retards distribués (DL).

Dans un modèle dynamique, une variable dépendante (Y_t) peut être expliquée à la fois par :

- Ses propres valeurs décalées. Un tel modèle dynamique est appelé « modèle autorégressif » (AR) et peut s'écrire :

$$Y_t = a_0 + a_1 Y_{t-1} + \dots + a_p Y_{t-p} + \epsilon_t \quad \text{Avec } \epsilon_t : \text{ terme d'erreur}$$

$$Y_t = a_0 + \sum a_i Y_{t-i} + \epsilon_t \quad i = 0, 1, 2, \dots, p$$

- Des valeurs présentes des variables indépendantes (X_t) et leurs valeurs décalées dans le temps (X_{t-i}). Il s'agit ici des « modèles à retards échelonnés » (DL) qui ont la forme:

$$Y_t = \beta + b_0 X_t + \dots + b_q X_{t-q} + Z_t$$

$$Y_t = \beta + b_i Y_{t-j} + Z_t$$

Les modèles autorégressifs à retards échelonnés, ou distribués (ARDL), combinent les caractéristiques de ces deux types de modèles précédents. Ci-dessous leurs formes :

$$Y_t = \varphi + a X_{t-1} + \dots + a Y_{t-p} + b_0 X_t + \dots + b_q X_{t-q} + \epsilon_t$$

$$\text{Ou } Y_t = \varphi + \sum a_i Y_{t-1} + \sum b_i Y_{t-j} + \epsilon_t$$

L'avantage de ce modèle est qu'il prend en considération toutes les variables intégrées d'ordre différents inférieures à I(2), c'est à dire stationnaires au niveau I(0) et à la première différence I(1). Donc, pour l'appliquer, nous procédons aux tests de stationnarités pour vérifier l'ordre

d'intégration des séries. S'adosse à l'estimation du modèle ARDL, la vérification de l'existence d'au moins une relation de cointégration, aux bornes de Persan et Al (2001), où Bounds Test est le plus adéquat. Outre, Pour valider le modèle, une série de tests statistiques est effectuée : le test d'autocorrélation des résidus, le test d'hétéroscédasticités, ainsi que le test de normalité de Jarque Berra. Enfin, nous testons la stabilité des paramètres du modèle en utilisant le test de CUSUM et le tes de CUSUM Squares.

1.4. Présentation graphique des variables utilisées

L'utilisation du logarithme dans l'analyse des séries temporelles ou chronologiques offre plusieurs avantages et justifications, notamment en termes de transformation des données, d'interprétation des résultats, et de conformité aux hypothèses des modèles économétriques. L'utilisation du logarithme dans nos séries d'étude peut nettement stabiliser la variance, linéariser les relations entre variables, interpréter les coefficients comme des élasticités et surtout l'amélioration de la stationnarité des séries qui est un élément essentiel dans la modélisation économétrique.

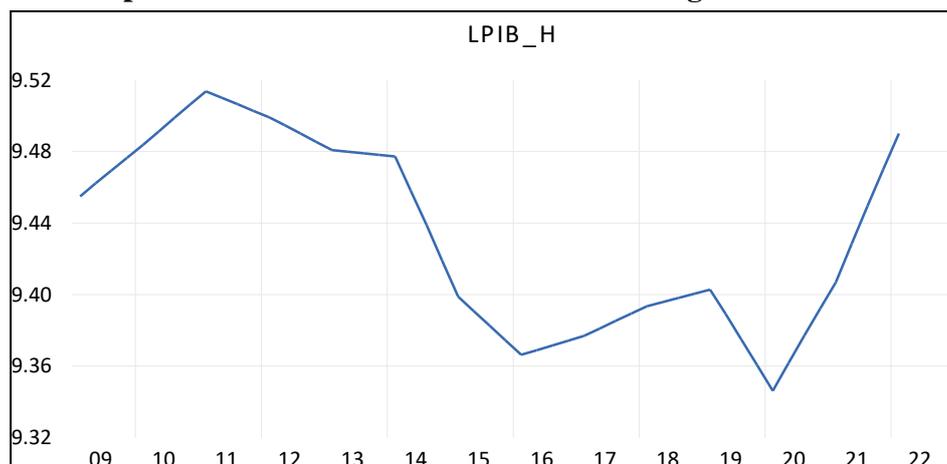
Ainsi, tout au long de cette étude, nous transformerons nos séries brutes en séries logarithmiques.

1.4.1 Le PIB/Habitant (LPIB_H)

Entre 2009 et 2022, l'Algérie a connu des périodes de croissance variable. La croissance du PIB/habitant a été soutenue par les revenus pétroliers lorsque les prix du pétrole étaient élevés et en parallèle la population a continué de croître, ce qui a un impact direct sur le PIB par habitant. Le graphe 1 nous indique quatre phases distinctes de l'évolution de cette variable. En effet, la période entre 2009 et 2014 a été marquée par une relative stabilité et une croissance modérée du PIB/hab, soutenue principalement par des revenus pétroliers relativement élevés. Les deux années qui suivent ont connu une décroissance du PIB/hab dû essentiellement à la chute des prix du pétrole. La troisième phase, entre 2017 et 2019, l'économie algérienne a connu une tentative de diversification économique et de réformes pour réduire la dépendance aux hydrocarbures, avec une croissance modeste. Enfin, 2020-2022, cette période est marquée par la pandémie de COVID-19 qui a provoqué une récession mondiale, mais n'a pas impacté le PIB/hab algérien qui a connu une nette augmentation.

Ainsi, graphiquement, il semblerait que la variable PIB/hab en Algérie n'est pas stationnaire.

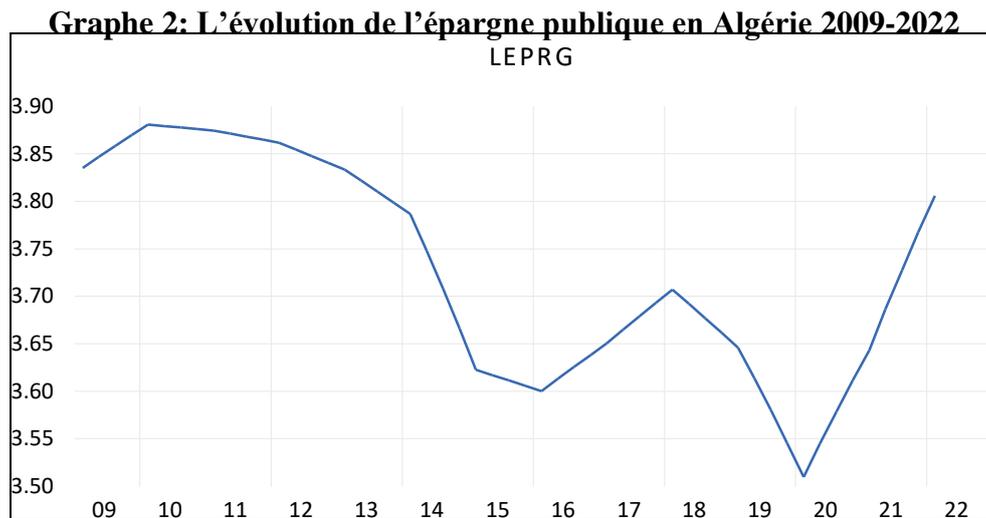
Graphe 1: L'évolution du PIB/habitant en Algérie 2009-2022



Source : Elaboré par nous mêmes, à partir du logiciel Eviews 12

1.4.2 L'épargne publique (LEPRG)

Comme le montre le graphe 2, l'évolution de la variable épargne publique en pourcentage du PIB suit la même tendance que celle du PIB/hab. les phases de croissance sont principalement dues aux recettes exceptionnelles des hydrocarbures et les phases de décroissances coïncident avec la chute du prix des hydrocarbures. L'évolution de cette variable laisse présager une non stationnarité.



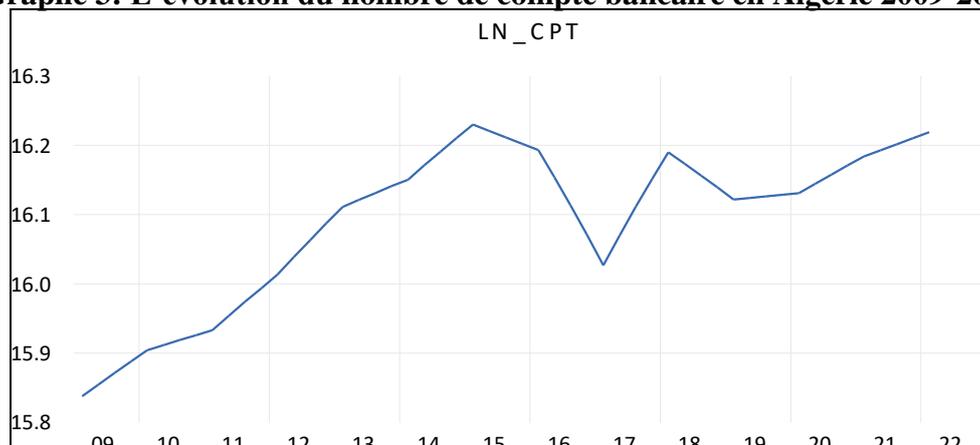
Source : Elaboré par nous-Mêmes, à partir du logiciel Eviews 12

1.4.3 Nombre de compte (LN_CPT)

La série que nous présentons ici sous le nom du nombre de compte concerne uniquement les comptes bancaires. Nous n'avons pas comptabilisé les comptes CCP, car nous n'avons pas trouvé de série chronologique assez longue pour l'intégrer dans notre étude malgré l'importance du nombre de détenteurs de comptes postaux.

Ainsi, l'évolution de cette variable, qui graphiquement semble n'est pas stationnaire, a connu une augmentation nette entre 2009 et 2015 pour ensuite fluctuer entre 2015 et 2019 et repartir à la hausse jusqu'à 2022.

Graphe 3: L'évolution du nombre de compte bancaire en Algérie 2009-2022

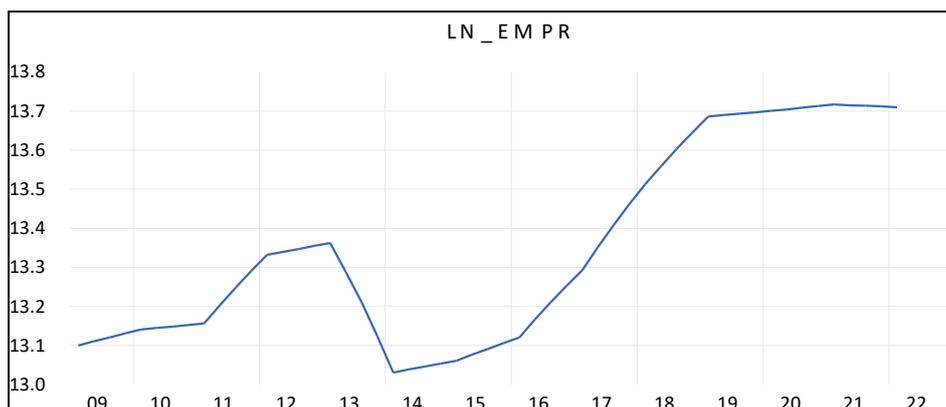


Source : Elaboré par nous-mêmes, à partir du logiciel Eviews 12

1.4.4 Nombre d'emprunteurs en Algérie (LN_CPT)

La lecture du graphe 4 nous renseigne que cette variable n'est pas à priori stationnaire car elle présente des fluctuations à la hausse et à la baisse pendant toute la période.

Graphe 4: L'évolution du nombre d'emprunteurs en Algérie 2009-2022



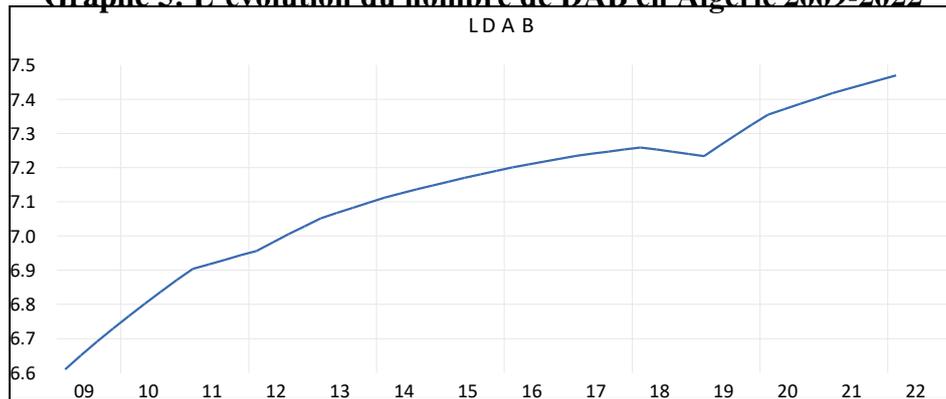
Source : Elaboré par nous-mêmes, à partir du logiciel Eviews 12

La lecture du graphe 4 nous renseigne que cette variable n'est pas à priori stationnaire car elle présente des fluctuations à la hausse et à la baisse pendant toute la période. En effet, une tendance haussière est présente pendant cinq années successives, soit de 2009 à 2013. Après une année de baisse, cette variable a connu une tendance haussière presque exponentielle pendant cinq autres années, pour ensuite se stabiliser à partir de la moitié de l'années 2018.

1.4.5 Nombre de distributeurs automatiques de billets (LDAB)

La variable du nombre de distributeur automatique concerne uniquement les distributeurs bancaires et n'inclus pas ceux de la poste. Nous remarquons, d'après le graphe 5 que cette série contient une tendance nette à la hausse, ce qui peut conduire à la non stationnarité de cette dernière.

Graphe 5: L'évolution du nombre de DAB en Algérie 2009-2022



Source : Elaboré par nous-mêmes, à partir du logiciel Eviews 12

2. Estimation économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique en Algérie

Dans cette deuxième de dernière section de notre travail, nous procéderons à l'estimation et l'analyse des facteurs influençant la croissance du PIB/hab algérien tenant compte des variables utilisées (les variables de l'inclusion financière). Pour y parvenir, nous suivrons les étapes usuelles des modèles ARDL en commençant tout d'abord par une analyse ses statistiques descriptives des séries de notre étude puis nous élaborerons notre modèle.

2.1. Test de statistiques descriptives

L'analyse des statistiques descriptives des séries chronologiques utilisées dans notre étude révèle des tendances importantes et des dynamiques complexes. D'après le tableau n°2 ci dessus les statistiques descriptives montrent une relative stabilité dans les variables étudiées, avec quelques fluctuations modérées. L'épargne publique par rapport au PIB et le PIB/hab par habitant montrent des variations limitées et une distribution symétrique, tandis que le nombre de détenteurs de comptes bancaires et d'emprunteurs bancaires montre plus de variabilité et une distribution légèrement asymétrique. L'infrastructure bancaire, représentée par le nombre de distributeurs automatiques, semble avoir une distribution relativement symétrique avec des fluctuations modérées. En général, les distributions des variables sont proches de la normalité, avec quelques exceptions notables.

Tableau n° 2 : Test de statistiques descriptives avec logarithme

	LDAB	LEPRG	LN_CPT	LN_EMPR	LPIB_H
Mean	7.128936	3.728105	16.09290	13.34982	9.432944
Median	7.180451	3.706908	16.12853	13.29079	9.428217
Maximum	7.470224	3.880589	16.23003	13.71674	9.513669
Minimum	6.609349	3.509384	15.83747	13.03070	9.345939
Std. Dev.	0.219073	0.113129	0.111127	0.247733	0.052490
Skewness	-0.582097	-0.038918	-0.858710	0.396189	0.046919
Kurtosis	2.619747	1.593438	2.508451	1.594229	1.418797
Jarque-Bera	3.312363	4.382385	7.047130	5.750617	5.540725
Probability	0.190866	0.111783	0.029494	0.056399	0.062639
Sum	377.8336	197.5896	852.9236	707.5405	499.9461
Sum Sq. Dev.	2.495643	0.665510	0.642160	3.191338	0.143271
Observations	53	53	53	53	53

Source : Elaboré par nous-mêmes, à partir du logiciel Eviews 12

2.2. Test de Corrélation

Les tests de corrélation jouent un rôle crucial dans la construction et l'interprétation des modèles ARDL. Ils permettent d'évaluer les relations linéaires entre les variables, d'identifier les problèmes potentiels de multicolinéarité et de déterminer les dynamiques à court et à long terme dans les séries temporelles.

Le test de corrélation sur les variables étudiées est résumé dans le tableau n° 3 ci-dessous.

Tableau n° 03 : La matrice de corrélation des variables sélectionnées

Covariance Analysis: Ordinary					
Date: 06/08/24 Time: 19:24					
Sample: 2009Q1 2022Q1					
Included observations: 53					
Balanced sample (listwise missing value deletion)					
Correlation					
t-Statistic					
Probability	LDAB	LEPRG	LN_CPT	LN_EM PR	LPIB_ H
LDAB	1.000000 ----- -----				
LEPRG	-0.752777 -8.166636 0.0000	1.000000 -----			
LN_CPT	0.866162 12.37710 0.0000	-0.679153 -6.607825 0.0000	1.000000 -----		
LN_EM PR	0.698532 6.971310 0.0000	-0.425803 -3.360733 0.0015	0.376610 2.903302 0.0054	1.00000 0 -----	
LPIB_H	-0.633574 -5.848166 0.0000	0.957839 23.80872 0.0000	-0.547304 -4.670057 0.0000	- 0.35332 3 - 2.69719 7 0.0095	1.0000 00 -----

Source : Elaboré par nous-mêmes, à partir du logiciel Eviews 12

La matrice de corrélation indique les relations linéaires entre les variables :

- LDAB et LEPRG : Corrélation négative forte (-0.753), signifiant que l'augmentation des distributeurs automatiques est associée à une diminution de l'épargne publique relative au PIB.
- LDAB et LN_CPT : Corrélation positive forte (0.866), indiquant que plus de distributeurs automatiques est associé à un plus grand nombre de détenteurs de comptes bancaires.
- LDAB et LN_EMPR : Corrélation positive modérée (0.699), montrant une relation entre l'augmentation des distributeurs et le nombre d'emprunteurs.
- LDAB et LPIB_H : Corrélation négative modérée (-0.634), suggérant que l'augmentation des distributeurs pourrait être associée à une diminution du PIB par habitant.
- LEPRG et LN_CPT : Corrélation négative forte (-0.679), impliquant qu'une épargne publique élevée par rapport au PIB est associée à un nombre inférieur de détenteurs de comptes.
- LEPRG et LN_EMPR : Corrélation négative modérée (-0.426), montrant une relation inverse entre l'épargne publique/PIB et le nombre d'emprunteurs.
- LEPRG et LPIB_H : Corrélation positive très forte (0.958), signifiant que l'épargne publique par rapport au PIB est fortement liée à un PIB par habitant plus élevé.
- LN_CPT et LN_EMPR : Corrélation positive modérée (0.377), indiquant que plus de détenteurs de comptes est lié à un plus grand nombre d'emprunteurs.
- LN_CPT et LPIB_H : Corrélation négative modérée (-0.547), suggérant que plus de détenteurs de comptes est associé à un PIB par habitant plus bas.
- LN_EMPR et LPIB_H : Corrélation négative faible (-0.353), indiquant une relation inverse entre le nombre d'emprunteurs et le PIB par habitant.

Les relations entre variables bancaires et économiques :

- Distributeurs Automatiques (LDAB) : Une augmentation du nombre de distributeurs automatiques est positivement corrélée avec le nombre de détenteurs de comptes bancaires et d'emprunteurs, ce qui suggère que l'accessibilité bancaire stimule la bancarisation et l'activité de prêt. Cependant, une corrélation négative avec le PIB par habitant peut indiquer que l'expansion de l'infrastructure bancaire n'entraîne pas nécessairement une augmentation directe du PIB par habitant, peut-être en raison d'autres facteurs économiques sous-jacents.
- Épargne Publique (LEPRG) : L'épargne publique relative au PIB est fortement corrélée positivement avec le PIB par habitant, ce qui est logique car une épargne publique plus élevée peut indiquer une gestion budgétaire prudente et des réserves financières solides, contribuant à une économie plus stable.
- Nombre de Détenteurs de Comptes et d'Emprunteurs : L'augmentation du nombre de détenteurs de comptes est associée à une augmentation du nombre d'emprunteurs, ce qui peut refléter une meilleure inclusion financière. Cependant, la corrélation négative avec le PIB par habitant pourrait indiquer que l'accès accru aux services bancaires n'est pas uniformément réparti ou n'est pas encore suffisant pour impacter significativement le PIB par habitant.

2.3. Etude de la stationnarité

Dans le but d'examiner l'ordre d'intégration des variables, nous utiliserons les tests de stationnarité de Dickey-Fuller Augmenté (ADF). Ce test permet de vérifier l'existence d'une racine unitaire (unit root) et le type de processus (déterministe ou stochastique). Grâce à ce test, nous avons pu dresser un tableau n° 4 ci-dessus et dans lequel nous résumons l'essentiel des résultats.

D'après les résultats, les variables LEPRG, LN_EMPR, LLN_CPT et LDAB sont toutes stationnaires en première différence car les p-value associées aux probabilités des tests M1, M2, M3 et en première différence sont toutes supérieures à 5%, tandis que la p-value associée à la deuxième différence de la variable est inférieure à 5%. Par contre les variables LPIB_H et est stationnaires en deuxième différence au seuil de significativité de 1%.

Tableau n° 04 : Test « ADF » de stationnarité des séries

Séries	ADF					Ordre d'intégration
	Niveau			1e diff	2e diff	
	M3	M2	M1			
LPIB_H	-1.39 (0.85)	-2.03 (0.26)	0.33 (0.77)	-2.03 (0.56)	-7.07 (0.00)*	I(2)
LEPRG	-1.93 (0.60)	-2.31 (0.17)	0.10 (0.71)	-1.87 (0.05)**	/	I(1)
LN_EMPR	-2.56 (0.29)	-1.41 (0.56)	0.67 (0.85)	-2.21 (0.02)**	/	I(1)
LN_CPT	-2.54 (0.30)	-2.10 (0.24)	1.05 (0.92)	-1.98 (0.04)**	/	I(1)
LDAB	-2.91 (0.16)	-1.35 (0.59)	1.73 (0.97)	-2.02 (0.04)**	/	I(1)

*, **, *** : Stationnaire à 1% , 5% et 10% respectivement. t-stat

(.) Probabilités du test Fischer.

Source : Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

2.4. Choix du retard optimal

Nous allons nous servir du critère d'information de Aikaike (AIC) pour sélectionner le modèle ARDL optimal, celui qui offre des résultats statistiquement significatifs avec le moins de paramètres. Ci-dessous, les résultats d'estimation du modèle ARDL optimal retenu.

Tableau 5 : estimation du modèle E ARDL

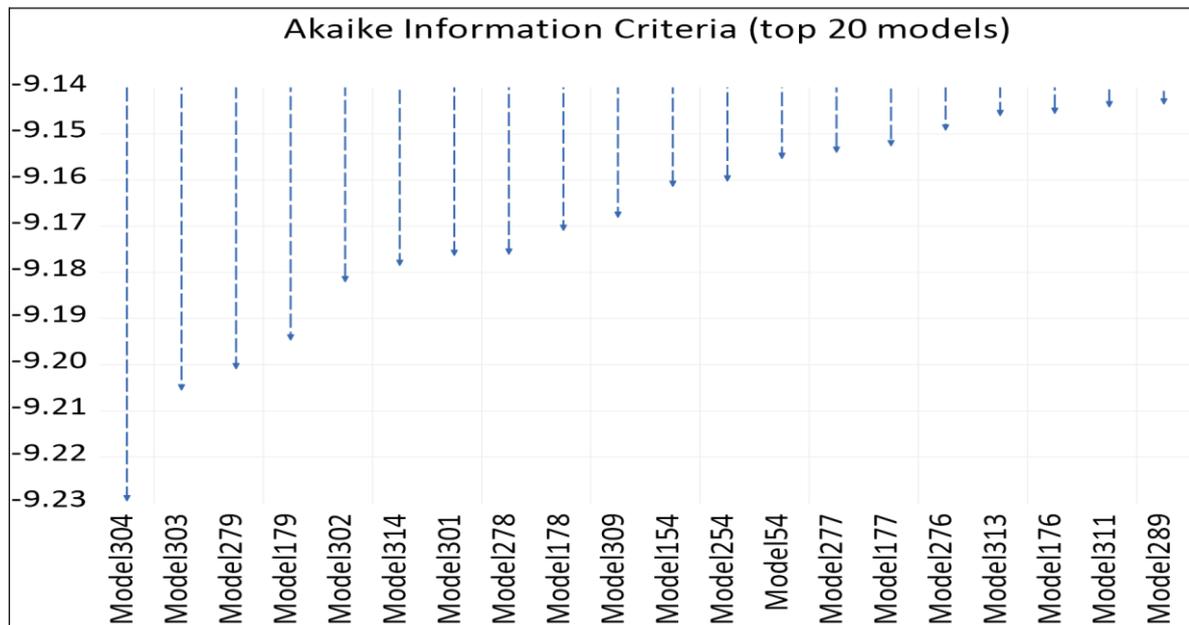
Dependent Variable: LPIB_H
 Method: ARDL
 Date: 06/19/24 Time: 23:23
 Sample (adjusted): 2010Q1 2022Q1
 Included observations: 49 after adjustments
 Maximum dependent lags: 4 (Automatic selection)
 Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
 Dynamic regressors (4 lags, automatic): LEPRG LN_CPT LN_EMPR LDAB
 Fixed regressors: C @TREND
 Number of models evaluated: 2500
 Selected Model: ARDL(2, 2, 1, 2, 4)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LPIB_H(-1)	1.348189	0.136965	9.843310	0.0000
LPIB_H(-2)	-0.440186	0.133616	-3.294418	0.0024

LEPRG	0.394753	0.026844	14.70531	0.0000
LEPRG(-1)	-0.517858	0.068613	-7.547529	0.0000
LEPRG(-2)	0.184764	0.055653	3.319906	0.0023
LN_CPT	-0.031710	0.017703	-1.791250	0.0827
LN_CPT(-1)	0.037046	0.017959	2.062796	0.0473
LN_EMPR	-0.063032	0.018628	-3.383806	0.0019
LN_EMPR(-1)	0.092138	0.033807	2.725387	0.0103
LN_EMPR(-2)	-0.029915	0.020321	-1.472120	0.1508
LDAB	-0.183032	0.065276	-2.803979	0.0085
LDAB(-1)	0.263202	0.112915	2.330965	0.0262
LDAB(-2)	-0.088220	0.107495	-0.820693	0.4179
LDAB(-3)	0.039012	0.097026	0.402073	0.6903
LDAB(-4)	-0.067173	0.052283	-1.284791	0.2081
C	0.804654	0.251739	3.196379	0.0031
@TREND	0.000636	0.000256	2.482145	0.0185
R-squared	0.999111	Mean dependent var	9.430278	
Adjusted R-squared	0.998666	S.D. dependent var	0.053696	
S.E. of regression	0.001961	Akaike info criterion	-9.362610	
Sum squared resid	0.000123	Schwarz criterion	-8.706264	
Log likelihood	246.3839	Hannan-Quinn criter.	-9.113593	
F-statistic	2246.557	Durbin-Watson stat	2.130889	
Prob(F-statistic)	0.000000			
*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.				

Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

Graph 6 : Nombre de retards optimal du modèle



Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

Comme on peut le voir, le modèle ARDL (2, 2, 1, 2, 4) est le plus optimal pour la première spécification avec la variable LDTP parmi les vingt autres présentées. Le modèle ARDL (2, 2, 1, 2, 4) a été sélectionné car il offre la plus petite valeur du critère de Akaike.

Ce modèle inclut deux retards pour LPIB_H, deux retards pour LEPRG, un retard pour LN_CPT, deux retards pour LN_EMPR, et quatre retards pour LDAB. Cela permet d'analyser les effets dynamiques à court et à long terme des variables indépendantes sur LPIB_H.

- **LPIB_H**

- LPIB_H(-1): Le coefficient est 1.348189 avec une p-value de 0.0000, indiquant une forte persistance dans la série.
- LPIB_H(-2): Le coefficient est -0.440186 avec une p-value de 0.0024, montrant une correction après deux périodes.

- **Épargne Publique (LEPRG)**

- LEPRG : Le coefficient est 0.394753 avec une p-value de 0.0000, indiquant que l'épargne publique a un effet positif et significatif sur le PIB par habitant à court terme.
- LEPRG(-1) et LEPRG(-2): Les coefficients sont respectivement -0.517858 et 0.184764 avec des p-values de 0.0000 et 0.0023. Cela montre une dynamique

complexe où l'effet de l'épargne publique est négatif au retard de 1 période et positif au retard de 2 périodes.

- **Nombre de Comptes Bancaires (LN_CPT)**

- LN_CPT: Le coefficient est -0.031710 avec une p-value de 0.0827, ce qui indique un effet négatif mais non significatif à court terme.

- LN_CPT(-1): Le coefficient est 0.037046 avec une p-value de 0.0473, indiquant un effet positif et significatif à retard de 1 période.

- **Nombre d'Emprunteurs (LN_EMPR)**

- LN_EMPR: Le coefficient est -0.063032 avec une p-value de 0.0019, indiquant un effet négatif et significatif à court terme.

- LN_EMPR(-1) et LN_EMPR(-2): Les coefficients sont respectivement 0.092138 et 0.029915 avec des p-values de 0.0103 et 0.1508. Cela montre une dynamique positive au retard de 1 période mais non significative au retard de 2 périodes.

- **Nombre de Distributeurs Automatiques (LDAB)**

- LDAB: Le coefficient est -0.183032 avec une p-value de 0.0085, indiquant un effet négatif et significatif à court terme.

- LDAB(-1): Le coefficient est 0.263202 avec une p-value de 0.0262, indiquant un effet positif et significatif à retard de 1 période.

-

LDA

B(-2), LDAB(-3) et LDAB(-4): Les coefficients ne sont pas significatifs.

2.5. Le test de cointégration aux Bornes (Persan et al ,2001)

La simulation que nous avons effectuée et qui est reprise dans le tableau n° 6 du test de Bounds, montre que la statistique de Fisher, qui a une valeur de 3,24 est inférieure à la valeur de la borne inférieure $I(0)$ au seuil de significativité de 5%. par conséquent, nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse nulle d'absence de relation de cointégration .

Ainsi, d'après nos estimations, nous pouvons déduire que les chocs entre les variables indépendantes EPRG, N_CPT, N_EMPR, DAB et la variable dépendante PIB/hab sont de nature de court terme.

Nous pouvons ainsi **infirmer notre première hypothèse** selon laquelle l'impact de l'inclusion financière est Algérie est perceptible sur long terme.

Tableau n° 6 : test de cointégration aux bornes

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic k	3.247867 4	Asymptotic: n=1000		
		10%	3.03	4.06
		5%	3.47	4.57
		2.5%	3.89	5.07
		1%	4.4	5.72
Actual Sample Size	49	Finite Sample: n=50		
		10%	3.24	4.35
		5%	3.834	5.064
		1%	5.184	6.684
		Finite Sample: n=45		
		10%	3.298	4.378
		5%	3.89	5.104
		1%	5.224	6.696
t-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
t-statistic	-2.890448	10%	-3.13	-4.04
		5%	-3.41	-4.36
		2.5%	-3.65	-4.62
		1%	-3.96	-4.96

Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

2.6. Estimation de la relation de court terme

En procédant à une forme ECM (Error Correction Régression) sur le modèle ARDL prédéfini, nous obtenons dans les deux spécifications la relation de court terme entre les variables, présentée ci-dessous :

Tableau n° 7 : Estimation de la relation à court terme

ARDL Error Correction Regression				
Dependent Variable: D(LPIB_H)				
Selected Model: ARDL(2, 2, 1, 2, 4)				
Case 5: Unrestricted Constant and Unrestricted Trend				
Sample: 2009Q1 2022Q4				
Included observations: 49				
ECM Regression				
Case 5: Unrestricted Constant and Unrestricted Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.804654	0.164791	4.882884	0.0000
@TREND	0.000636	0.000128	4.983010	0.0000
D(LPIB_H(-1))	0.440186	0.097871	4.497589	0.0001
D(LEPRG)	0.394753	0.024921	15.84044	0.0000
D(LEPRG(-1))	-0.184764	0.041395	-4.463389	0.0001
D(LN_CPT)	-0.031710	0.013739	-2.308051	0.0276
D(LN_EMPR)	-0.063032	0.014130	-4.460934	0.0001
D(LN_EMPR(-1))	0.029915	0.017024	1.757199	0.0884
D(LDAB)	-0.183032	0.047379	-3.863185	0.0005
D(LDAB(-1))	0.116381	0.061638	1.888130	0.0681
D(LDAB(-2))	0.028161	0.054408	0.517593	0.6083
D(LDAB(-3))	0.067173	0.047527	1.413350	0.1672
CointEq(-1)*	-0.091997	0.018820	-4.888175	0.0000

R-squared			0.000278
	0.978790		
	Mean dependent var		
Adjusted R-squared	0.971719	S.D. dependent var	0.010996
S.E. of regression	0.001849	Akaike info criterion	-9.525875
Sum squared resid	0.000123	Schwarz criterion	-9.023964
Log likelihood	246.3839	Hannan-Quinn criter.	-9.335451
F-statistic	138.4398	Durbin-Watson stat	2.130889
Prob(F-statistic)	0.000000		

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

Le modèle ARDL Error Correction Regression permet de comprendre les dynamiques à court terme ainsi que l'ajustement vers l'équilibre de long terme entre le PIB par habitant (LPIB_H) et plusieurs variables d'inclusion financière en Algérie.

Ainsi, statistiquement les coefficients associés aux termes de différenciation de LPIB_H et des variables indépendantes reflètent les relations à court terme. Le terme d'erreur correction (CointEq(-1)*) représente l'ajustement vers l'équilibre de long terme.

- $D(LPIB_H(-1))$: Le coefficient positif et significatif au seuil de 1% de la variable retardée du PIB par habitant montre une persistance à court terme de la croissance économique. Une augmentation de 1% du PIB par habitant au trimestre précédent entraîne une augmentation de 0,44% du PIB par habitant au trimestre courant.
- $D(LEPRG)$: L'épargne publique a un effet positif et significatif sur le PIB par habitant à court terme, suggérant que l'augmentation de l'épargne stimule directement la croissance économique. Une augmentation de 1% de l'épargne publique/PIB entraîne une augmentation de 0,39% du PIB par habitant à court terme.
- $D(LEPRG(-1))$: L'effet de l'épargne publique devient négatif après un retard d'une période (-0,18), ce qui peut indiquer des effets de substitution ou des coûts d'ajustement à court terme ou tout simplement un déplacement temporaire des ressources. Une augmentation de

1% de l'épargne publique/PIB au trimestre précédent entraîne une diminution de 0,18% du PIB par habitant au trimestre courant.

- $D(LN_CPT)$: Le nombre de détenteurs de comptes bancaires a un effet négatif et significatif sur le PIB par habitant à court terme, ce qui pourrait indiquer des inefficacités ou des coûts liés à l'inclusion financière initiale (des inefficacités initiales ou des coûts d'intégration des nouveaux détenteurs de comptes dans le système bancaire). Une augmentation de 1% du nombre de comptes bancaires entraîne une diminution de 0,03% du PIB par habitant à court terme.
- $D(LN_EMPR)$: Le nombre d'emprunteurs a un effet négatif et significatif sur le PIB par habitant à court terme, suggérant que l'emprunt à court terme pourrait être associé à des risques ou des inefficacités. Une augmentation de 1% du nombre d'emprunteurs entraîne une diminution de 0,06% du PIB par habitant à court terme.
- $D(LN_EMPR(-1))$: Un retard d'une période montre un effet positif mais marginalement non significatif, indiquant des bénéfices potentiels à court terme après l'ajustement initial. Une augmentation de 1% du nombre d'emprunteurs au trimestre précédent entraîne une augmentation de 0,03% du PIB par habitant au trimestre courant.
- $D(LDAB)$: Le nombre de distributeurs automatiques a un effet négatif et significatif à court terme, ce qui pourrait refléter des coûts d'installation ou une surcapacité initiale. Une augmentation de 1% du nombre de distributeurs automatiques entraîne une diminution de 0,18% du PIB par habitant à court terme.
- $D(LDAB(-1))$: Un retard d'une période montre un effet positif marginalement non significatif, suggérant des gains potentiels après les ajustements initiaux. Une augmentation de 1% du nombre de distributeurs automatiques au trimestre précédent entraîne une augmentation de 0,12% du PIB par habitant au trimestre courant.
- $D(LDAB(-2))$: Effet non significatif, indiquant une absence d'impact substantiel après deux périodes.
- $D(LDAB(-3))$: Effet non significatif, avec un potentiel impact positif résiduel non significatif.

Terme d'Erreur Correction (CointEq(-1)*)

Le coefficient négatif (-0.091997) et significatif (p-value = 0.0000**) du terme d'erreur correction indique que 9,2% des déséquilibres de long terme sont corrigés chaque trimestre. Cela suggère que, malgré les chocs à court terme, l'économie algérienne converge vers un équilibre de long terme entre le PIB par habitant et les indicateurs d'inclusion financière.

Ainsi, au termes de cette analyse, nous pouvons également **infirmer notre deuxième hypothèse** selon laquelle l'amélioration de l'inclusion financière, mesurée par des indicateurs d'accès aux services financiers, ne participe pas à la réalisation de la croissance économique en Algérie.

2.7. Teste de validité du model

Dans l'analyse économétrique, l'utilisation des tests sur les résidus dans les modèles ARDL est essentielle pour vérifier plusieurs conditions indispensables à la validité des résultats. Tout d'abord, les tests de diagnostic sur les résidus, tels que le test de normalité, le test d'autocorrélation et le test d'hétéroscédasticité, permettent de s'assurer que les hypothèses classiques de l'estimation des moindres carrés ordinaires (OLS) sont respectées. L'absence d'autocorrélation des résidus, vérifiée par des tests comme le test de Breusch-Godfrey, est cruciale pour éviter les biais dans les estimations des coefficients et dans les tests statistiques. Le test d'hétéroscédasticité, tel que le test de Breusch-Pagan-Godfrey, permet de détecter la présence d'hétéroscédasticité, c'est-à-dire des variations non constantes de la variance des résidus au sein du modèle. De plus, le test de normalité, souvent effectué à l'aide du test de Jarque-Bera, assure que les résidus suivent une distribution normale, ce qui est une condition préalable pour la validité des intervalles de confiance et des tests de significativité. Enfin, le test Les tests CUSUM et CUSUM Square qui permettent de détecter des changements structurels ou des ruptures dans le modèle. Une rupture structurelle signifie que les coefficients des variables explicatives changent à un certain point dans le temps, ce qui peut remettre en question la validité des résultats du modèle si ces changements ne sont pas pris en compte.

2.7.1. Tests sur les résidus

Ces tests consistent à mettre en évidence la qualité des résidus, à savoir l'autocorrélation, l'hétéroscédasticité et la normalité.

Le test d'hétéroscédasticité, permet d'apprécier la dispersion des résidus mais également de repérer une mauvaise spécification du modèle. Dans le tableau n° 8 ci-dessus, nous constatons que la probabilité de F-statistique qui est de 0.18 est supérieure à 0.05. Donc nous acceptons l'hypothèse H0 d'absence d'autocorrélation entre les résidus de notre estimation.

Tableau n°8 : Test d'autocorrélation (Breusch-Godfrey)

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:			
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags			
F-statistic	2.637072	Prob. F(2,30)	0.1881
Obs*R-squared	7.326417	Prob. Chi-Square(2)	0.1257

Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

Le test d'hétéroscédasticité, permet d'apprécier la dispersion des résidus mais également de repérer une mauvaise spécification du modèle. Dans le tableau n° 9, nous remarquons que la probabilité de F-statistique est égale 0.14, et supérieure à 0.05. Dans ce cas, on accepte l'hypothèse H0. Nous sommes en présence d'homoscédasticité, donc les résidus correspondent bien à des aléas de mesures.

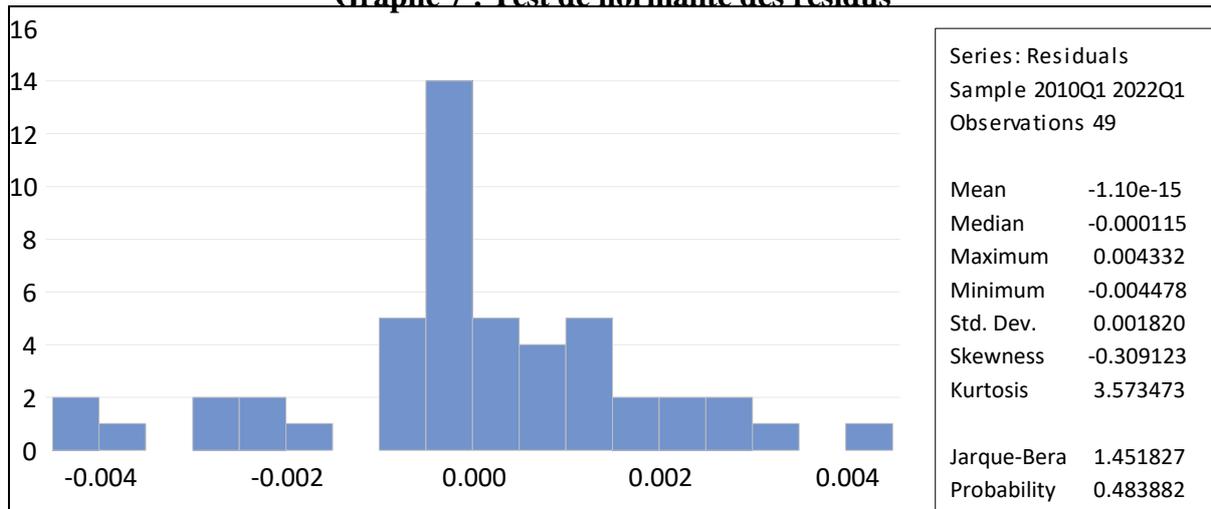
Tableau n° 9 : Test d'hétéroscédasticité (Breusch-Pagan-Godfrey)

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey			
Null hypothesis: Homoskedasticity			
F-statistic	2.051782	Prob. F(16,32)	0.1409
Obs*R-squared	24.81311	Prob. Chi-Square(16)	0.1732
Scaled explained SS	20.09577	Prob. Chi-Square(16)	0.2159

Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

Le graphe 7 ci-dessus est relative au test de normalité de Jarque-Bera. Le résultat de ce test nous indique que les résidus sont distribués selon une loi normale car la probabilité (0.48) associée à la statistique de Jarque-Bera est supérieure à 0,05. Ceci indique la validation de notre modèle et les résidus sont stationnaires.

Graphe 7 : Test de normalité des résidus



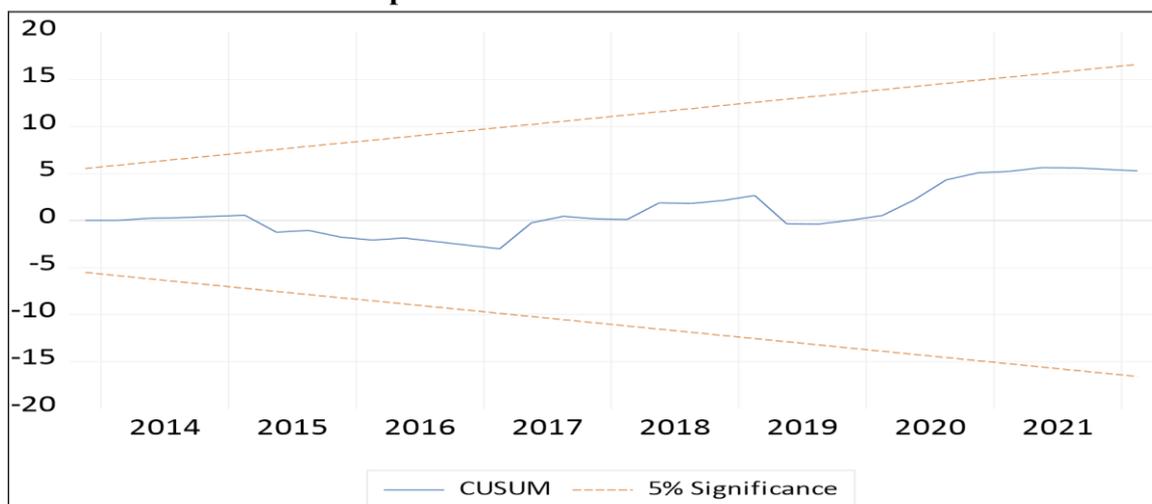
Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

2.7.2. Teste de stabilité

Le test CUSUM (Cumulative Sum of Recursive Residuals) est un test de diagnostic utilisé pour vérifier la stabilité des coefficients d'un modèle de régression au fil du temps. Il s'agit d'un test de stabilité des paramètres qui permet de détecter des changements structurels dans les séries chronologiques.

Le graphe 8 montre, en effet, que la courbe de la somme des résidus CUSUM est comprise dans la zone critique, indiquant une stabilité durant le période de 2013 à 2021.

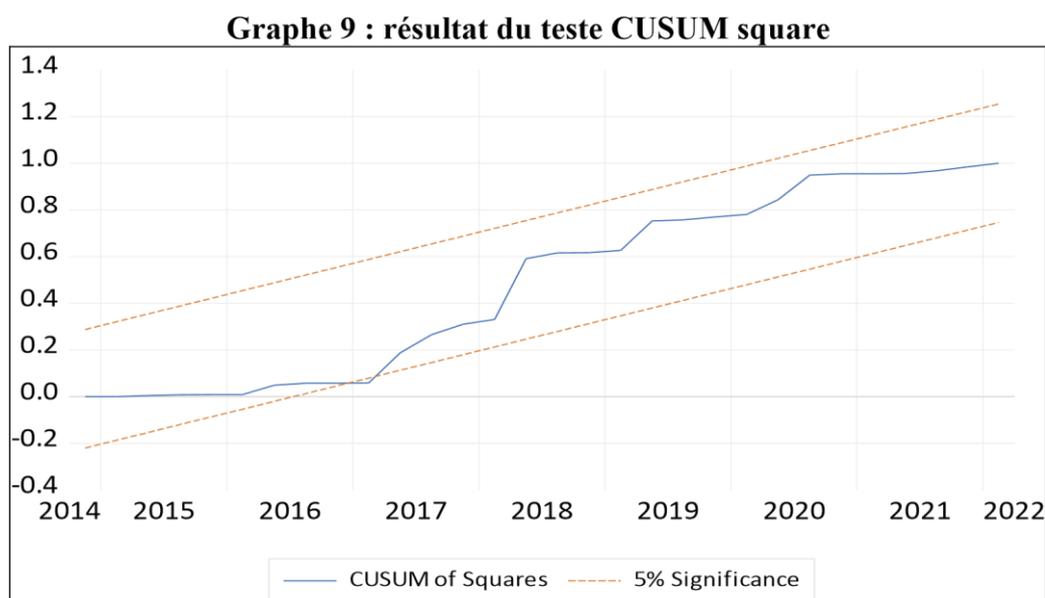
Graphe 8 : résultat du teste CUSUM



Source : Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12

Le test CUSUM square est utilisé pour détecter des changements dans la variance d'une série temporelle, ce qui peut indiquer une instabilité dans le processus observé. Cela aide à identifier les moments où les paramètres du modèle peuvent avoir changé de manière imprévue.

Comme le montre le graphe 9, nous constatons que la ligne du CUSUM square est comprise entre les deux droites ce qui nous permet de confirmer la robustesse de notre modèle.



Source : *Elaboré par nous-même, à partir du logiciel Eviews 12*

Conclusion

Au terme de ce dernier chapitre de notre présente étude et dans laquelle nous avons tenté d'indiquer l'importance et d'analyser les effets de l'inclusion financière sur la croissance économique en Algérie, nous pouvons avancer que les résultats économétriques soulignent l'importance de l'épargne publique pour la croissance économique en Algérie, tout en révélant des dynamiques complexes à court terme pour les autres indicateurs d'inclusion financière.

Les résultats montrent que l'épargne publique a un effet positif immédiat sur le PIB par habitant, soulignant l'importance de l'épargne pour stimuler la croissance économique à court terme. L'impact négatif des détenteurs de comptes bancaires et des emprunteurs à court terme pourrait refléter des inefficacités initiales ou des coûts liés à l'inclusion financière. De même, le nombre de distributeurs automatiques a un effet négatif immédiat, suivi d'un effet positif marginalement non significatif, ce qui pourrait indiquer des coûts d'installation initiaux avant de bénéficier des infrastructures bancaires.

Conclusion générale

L'inclusion financière est reconnue comme un moteur crucial pour le développement économique et social, favorisant une croissance inclusive et durable. Ce mémoire a exploré les multiples dimensions de l'inclusion et de l'exclusion financières, ainsi que leur évolution historique et leurs impacts socio-économiques dans différents contextes nationaux.

Dans le premier chapitre, nous avons défini les concepts d'inclusion et d'exclusion financières, en retraçant leur genèse et leur évolution. L'inclusion financière se réfère à la disponibilité et l'utilisation de services financiers formels pour l'ensemble de la population, tandis que l'exclusion financière désigne l'absence ou l'insuffisance d'accès à ces services. Nous avons examiné comment des services financiers de base, tels que les comptes bancaires, les crédits et les outils de paiement, peuvent transformer la vie économique des individus et des entreprises en offrant des moyens de sécuriser les économies, de faciliter les transactions et d'accéder au crédit. L'histoire de l'inclusion financière montre une progression inégale, souvent marquée par des barrières économiques, sociales et réglementaires qui doivent être surmontées pour atteindre une véritable inclusion universelle.

Le deuxième chapitre a permis d'effectuer une analyse comparative entre les pays développés et les pays en voie de développement, y compris une étude de cas spécifique sur l'Algérie. Dans les pays développés, l'infrastructure financière est généralement bien établie, offrant un accès quasi universel aux services bancaires. Les citoyens de ces pays bénéficient d'un large éventail de services financiers accessibles et abordables, soutenus par des cadres réglementaires robustes et une infrastructure technologique avancée. En revanche, les pays en voie de développement, comme l'Algérie, font face à des défis significatifs. Le faible taux de bancarisation, le manque de confiance dans le système financier, et les barrières réglementaires sont des obstacles majeurs. Néanmoins, des initiatives prometteuses, telles que l'expansion des services de microfinance et les efforts pour améliorer l'infrastructure bancaire, montrent des signes positifs pour l'avenir.

Pour évaluer l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique en Algérie, nous avons adopté un modèle économétrique. L'analyse économétrique est une méthode rigoureuse

qui permet de quantifier la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique, en contrôlant pour diverses variables économiques. Les résultats de cette analyse ont montré une corrélation positive et significative entre l'inclusion financière et la croissance économique. Plus spécifiquement, l'augmentation du nombre de détenteurs de comptes bancaires, l'accès accru au crédit et la multiplication des distributeurs automatiques de billets (DAB) se sont révélés être des facteurs déterminants pour stimuler la croissance économique en Algérie. Ces résultats confirment que l'amélioration de l'accès aux services financiers peut avoir des effets multiplicateurs sur l'économie, en augmentant les investissements, en facilitant l'entrepreneuriat et en réduisant les inégalités économiques.

Ces conclusions soulignent l'importance cruciale de promouvoir l'inclusion financière comme un levier stratégique pour le développement économique. Les politiques publiques doivent se concentrer sur la création d'un environnement propice à l'accès universel aux services financiers. Cela nécessite des efforts concertés pour renforcer l'infrastructure financière, adapter les régulations, et promouvoir l'éducation financière. Par exemple, la digitalisation des services financiers peut réduire les coûts et augmenter l'accessibilité, tandis que des régulations favorables peuvent encourager l'innovation et la concurrence dans le secteur financier.

En somme, l'inclusion financière en Algérie ne doit pas seulement être perçue comme un objectif social, mais aussi comme un impératif économique. En renforçant l'accès aux services financiers, l'Algérie peut espérer non seulement améliorer le bien-être économique de ses citoyens, mais aussi encourager une croissance économique plus équitable et résiliente. La collaboration entre le gouvernement, les institutions financières et les acteurs du secteur privé sera essentielle pour atteindre ces objectifs ambitieux. Des efforts coordonnés peuvent non seulement améliorer l'accès aux services financiers mais aussi instaurer une culture de confiance et de participation économique accrue parmi la population.

Enfin, ce mémoire montre que l'inclusion financière est une composante clé du développement durable. En favorisant une meilleure inclusion financière, l'Algérie peut non seulement améliorer son cadre économique interne, mais aussi renforcer sa position économique sur la scène mondiale. Les résultats de cette recherche offrent des recommandations pratiques pour les décideurs politiques, les institutions financières et les organisations de développement, afin de créer un environnement plus inclusif et prospère pour tous.

Bibliographie

Ouvrages et articles

- Akileng, G. (2018). Financial Inclusion, Poverty, and Income Inequality in Developing Countries. *Journal of International Development*, 30(5), 789-805.
- Banco Central de Reserva del Perú. (2017). *Financial Inclusion Report*. Banco Central de Reserva del Perú.
- Banque d'Algérie. (2019). *Rapport annuel sur la stabilité financière*. Banque d'Algérie.
- Bold, C., Porteous, D., & Rotman, S. (2012). *Social Cash Transfers and Financial Inclusion: Evidence from Four Countries*. CGAP.
- Chikalipah, S. (2017). *Determinants of Financial Inclusion in Sub-Saharan Africa*. *Review of Development Finance*.
- Demircuc-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2018). *The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution*. World Bank Group.
- Global Findex Database 2021. World Bank. (2021).
- Gloukoviezoff, G. (2004). L'exclusion bancaire et financière. *Revue d'économie financière*, 74, 53-74.
- Gloukoviezoff, G. (2004). L'exclusion bancaire et financière. *Revue d'économie financière*, 74, 53-74.
- Hariharan, G., & Marktanner, M. (2011). *The Growth Potential from Financial Inclusion*. ICA Institute and Kennesaw State University.
- Ogechi, A., & Olaniyi, E. (2017). Impact of Microfinance on Financial Inclusion in Nigeria. *African Journal of Economic and Management Studies*, 8(1), 23-43.
- Servet, J. M. (2006). *Banques et pauvres: Banquiers aux pieds nus*. Odile Jacob.
- Soederberg, S. (2013). The Politics of Financial Inclusion: The Case of the G20. *Third World Quarterly*, 34(2), 225-243
- United Nations Capital Development Fund (UNCDF). (2010). *Building Inclusive Financial Sectors for Development*. United Nations.
- United Nations. (2016). *Financial Inclusion: Issues for Development Policy*. United Nations.
- Chibba, M. (2009). Financial Inclusion, Poverty Reduction and the Millennium Development Goals. *European Journal of Development Research*.
- Demircuc-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2017). *The Global*

Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution. World Bank.

- Kpodar, K., & Andrianaivo, M. (2019). Mobile Phones and Financial Inclusion: Evidence in Developing Economies. World Development.
- McKinnon, R. I. (1973). Money and Capital in Economic Development. Brookings Institution Press.

Neaime, S., & Gaysset, I. (2018). Financial Inclusion and Stability in MENA: Evidence from Poverty and Inequality. Finance Research Letters.

- Sarma, M., & Pais, J. (2019). Financial Inclusion and Development. Journal of International Development.
- Shaw, E. S. (1973). Financial Deepening in Economic Development. Oxford University Press.
- Sahay, R., et al. (2015). Rethinking Financial Deepening: Stability and Growth in Emerging Markets. International Monetary Fund.

Webographie :

- <https://www.worldbank.org>
- <https://www.imf.org>
- <https://www.vie-publique.fr>
- www.ons.dz
- www.bank-of-algeria.dz

Annexes

Le base de données brute

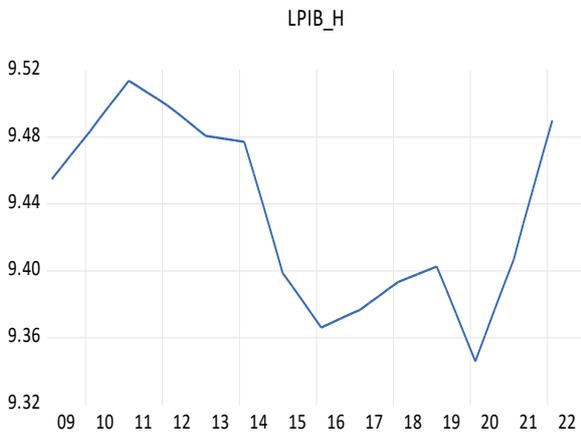
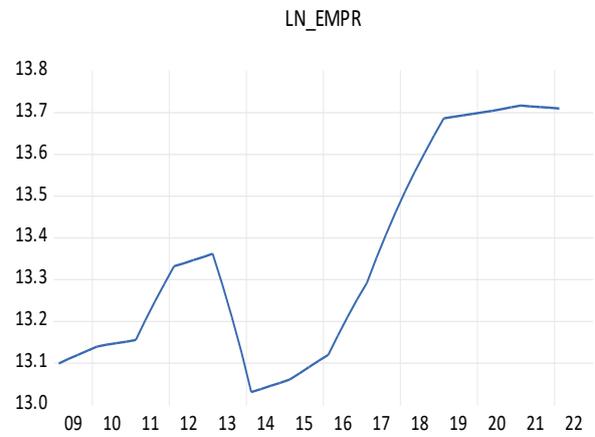
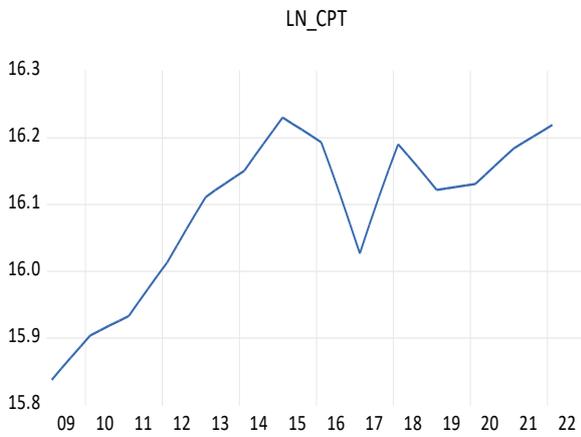
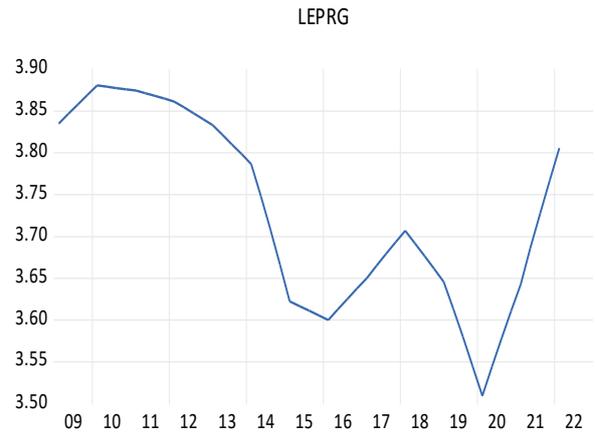
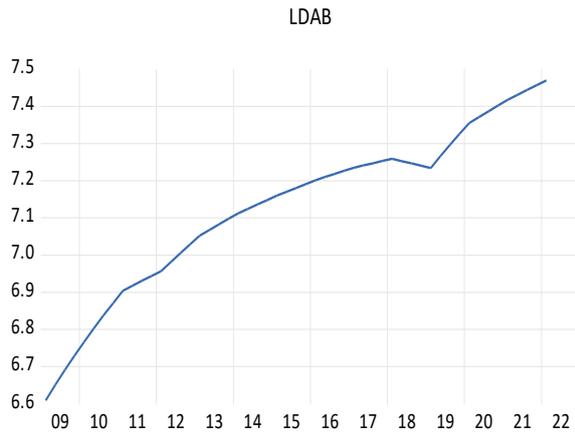
Années	Le PIB par habitant, PPA	Épargne intérieure brute (% du PIB)	Nombre de détenteurs de comptes bancaire	Nombre d'emprunteurs	nombre de DAB des banques
2009	12768,99	46,30	7 553 090	488 755	742
2010	13141,12	48,45	8 073 578	509 135	868
2011	13543,60	48,16	8 310 824	517 004	996
2012	13347,36	47,53	9 003 554	616 629	1 050
2013	13104,74	46,21	9 931 232	635 319	1 155
2014	13058,12	44,11	10 330 155	456 208	1 227
2015	12071,81	37,43	11 184 409	470 092	1 286
2016	11685,45	36,60	10 779 370	498 947	1 341
2017	11809,48	38,49	9 125 505	592 592	1 387
2018	12007,77	40,73	10 746 067	738 272	1 421
2019	12120,41	38,31	10 036 193	878 629	1 386
2020	11452,23	33,43	10 127 728	891 063	1 564
2021	12170,19	38,20	10 680 278	905 949	1 665
2022	13226,79	44,95	11 061 678	899 741	1 755

La base de données transformée (trimestrialisation)

Trimestres	DAB	EPRG	N_CPT	N_EMPR	PIB_H
2009Q1	742	46,30	7 553 090	488 755	12 769
2009Q2	773,5	46,83	7 683 212	493 850	12 862
2009Q3	805	47,37	7 813 334	498 945	12 955
2009Q4	836,5	47,91	7 943 456	504 040	13 048
2010Q1	868	48,45	8 073 578	509 135	13 141
2010Q2	900	48,38	8 132 890	511 102	13 242
2010Q3	932	48,30	8 192 201	513 070	13 342
2010Q4	964	48,23	8 251 513	515 037	13 443
2011Q1	996	48,16	8 310 824	517 004	13 544
2011Q2	1009,5	48,00	8 484 007	541 910	13 495
2011Q3	1023	47,84	8 657 189	566 817	13 445
2011Q4	1036,5	47,69	8 830 372	591 723	13 396

2012Q1	1050	47,53	9 003 554	616 629	13 347
2012Q2	1076,25	47,20	9 235 474	621 302	13 287
2012Q3	1102,5	46,87	9 467 393	625 974	13 226
2012Q4	1128,75	46,54	9 699 313	630 647	13 165
2013Q1	1155	46,21	9 931 232	635 319	13 105
2013Q2	1173	45,68	10 030 963	590 541	13 093
2013Q3	1191	45,16	10 130 694	545 764	13 081
2013Q4	1209	44,63	10 230 424	500 986	13 070
2014Q1	1227	44,11	10 330 155	456 208	13 058
2014Q2	1241,75	42,44	10 543 719	459 679	12 812
2014Q3	1256,5	40,77	10 757 282	463 150	12 565
2014Q4	1271,25	39,10	10 970 846	466 621	12 318
2015Q1	1286	37,43	11 184 409	470 092	12 072
2015Q2	1299,75	37,22	11 083 149	477 306	11 975
2015Q3	1313,5	37,01	10 981 890	484 520	11 879
2015Q4	1327,25	36,81	10 880 630	491 733	11 782
2016Q1	1341	36,60	10 779 370	498 947	11 685
2016Q2	1352,5	37,07	10 365 904	522 358	11 716
2016Q3	1364	37,54	9 952 438	545 770	11 747
2016Q4	1375,5	38,01	9 538 971	569 181	11 778
2017Q1	1387	38,49	9 125 505	592 592	11 809
2017Q2	1395,5	39,05	9 530 646	629 012	11 859
2017Q3	1404	39,61	9 935 786	665 432	11 909
2017Q4	1412,5	40,17	10 340 927	701 852	11 958
2018Q1	1421	40,73	10 746 067	738 272	12 008
2018Q2	1412,25	40,12	10 568 599	773 361	12 036
2018Q3	1403,5	39,52	10 391 130	808 451	12 064
2018Q4	1394,75	38,91	10 213 662	843 540	12 092
2019Q1	1386	38,31	10 036 193	878 629	12 120
2019Q2	1430,5	37,09	10 059 077	881 738	11 953
2019Q3	1475	35,87	10 081 961	884 846	11 786
2019Q4	1519,5	34,65	10 104 844	887 955	11 619
2020Q1	1564	33,43	10 127 728	891 063	11 452
2020Q2	1589,25	34,62	10 265 866	894 785	11 632
2020Q3	1614,5	35,81	10 404 003	898 506	11 811
2020Q4	1639,75	37,01	10 542 141	902 228	11 991
2021Q1	1665	38,20	10 680 278	905 949	12 170
2021Q2	1687,5	39,89	10 775 628	904 397	12 434
2021Q3	1710	41,58	10 870 978	902 845	12 698
2021Q4	1732,5	43,26	10 966 328	901 293	12 963
2022Q1	1755	44,95	11 061 678	899 741	13 227

Les graphes des séries



Les tests ADF

Null Hypothesis: D(LPIB_H,2) has a unit root				
Exogenous: Constant, Linear Trend				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-7.072524	0.0000
Test critical values:	1% level		-4.152511	
	5% level		-3.502373	
	10% level		-3.180699	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LPIB_H,3)				
Method: Least Squares				
Date: 06/22/24 Time: 18:36				
Sample (adjusted): 2009Q4 2022Q1				
Included observations: 50 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPIB_H(-1),2)	-1.032085	0.145929	-7.072524	0.0000
C	-0.001561	0.001949	-0.800786	0.4273
@TREND("2009Q1")	6.65E-05	6.31E-05	1.054114	0.2972
R-squared	0.515574	Mean dependent var		-7.26E-06
Adjusted R-squared	0.494960	S.D. dependent var		0.008951
S.E. of regression	0.006361	Akaike info criterion		-7.219117
Sum squared resid	0.001902	Schwarz criterion		-7.104395
Log likelihood	183.4779	Hannan-Quinn criter.		-7.175430
F-statistic	25.01103	Durbin-Watson stat		2.000304
Prob(F-statistic)	0.000000			

Null Hypothesis: D(LN_EMPR) has a unit root				
Exogenous: Constant, Linear Trend				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-2.282662	0.4354
Test critical values:	1% level		-4.148465	
	5% level		-3.500495	
	10% level		-3.179617	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LN_EMPR,2)				
Method: Least Squares				
Date: 06/22/24 Time: 18:36				
Sample (adjusted): 2009Q3 2022Q1				
Included observations: 51 after adjustments				

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LN_EMPR(-1))	-0.199315	0.087317	-2.282662	0.0269
C	0.001508	0.006066	0.248662	0.8047
@TREND("2009Q1")	2.39E-05	0.000199	0.120516	0.9046
R-squared	0.098455	Mean dependent var		-0.000237
Adjusted R-squared	0.060890	S.D. dependent var		0.021360
S.E. of regression	0.020700	Akaike info criterion		-4.860382
Sum squared resid	0.020567	Schwarz criterion		-4.746745
Log likelihood	126.9397	Hannan-Quinn criter.		-4.816958
F-statistic	2.620962	Durbin-Watson stat		1.846297
Prob(F-statistic)	0.083119			

Null Hypothesis: D(LN_CPT) has a unit root				
Exogenous: Constant, Linear Trend				
Lag Length: 4 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-2.340457	0.4048
Test critical values:	1% level		-4.165756	
	5% level		-3.508508	
	10% level		-3.184230	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LN_CPT,2)				
Method: Least Squares				
Date: 06/22/24 Time: 18:37				
Sample (adjusted): 2010Q3 2022Q1				
Included observations: 47 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LN_CPT(-1))	-0.411054	0.175630	-2.340457	0.0243
D(LN_CPT(-1),2)	0.195985	0.149437	1.311492	0.1972
D(LN_CPT(-2),2)	0.193326	0.148462	1.302196	0.2003
D(LN_CPT(-3),2)	0.190527	0.147495	1.291753	0.2039
D(LN_CPT(-4),2)	-0.393797	0.146995	-2.678974	0.0107
C	0.006036	0.005645	1.069327	0.2913
@TREND("2009Q1")	-0.000113	0.000162	-0.697312	0.4896
R-squared	0.435034	Mean dependent var		2.85E-05
Adjusted R-squared	0.350289	S.D. dependent var		0.017132
S.E. of regression	0.013809	Akaike info criterion		-5.590374
Sum squared resid	0.007628	Schwarz criterion		-5.314820
Log likelihood	138.3738	Hannan-Quinn criter.		-5.486681
F-statistic	5.133451	Durbin-Watson stat		1.890469
Prob(F-statistic)	0.000543			

Null Hypothesis: D(LDAB) has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-2.022911	0.0423
Test critical values:	1% level		-2.611094	
	5% level		-1.947381	
	10% level		-1.612725	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LDAB,2)				
Method: Least Squares				
Date: 06/22/24 Time: 18:39				
Sample (adjusted): 2009Q3 2022Q1				
Included observations: 51 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LDAB(-1))	-0.090870	0.044921	-2.022911	0.0484
R-squared	0.069264	Mean dependent var		-0.000562
Adjusted R-squared	0.069264	S.D. dependent var		0.006830
S.E. of regression	0.006590	Akaike info criterion		-7.187224
Sum squared resid	0.002171	Schwarz criterion		-7.149345
Log likelihood	184.2742	Hannan-Quinn criter.		-7.172750
Durbin-Watson stat	1.963581			

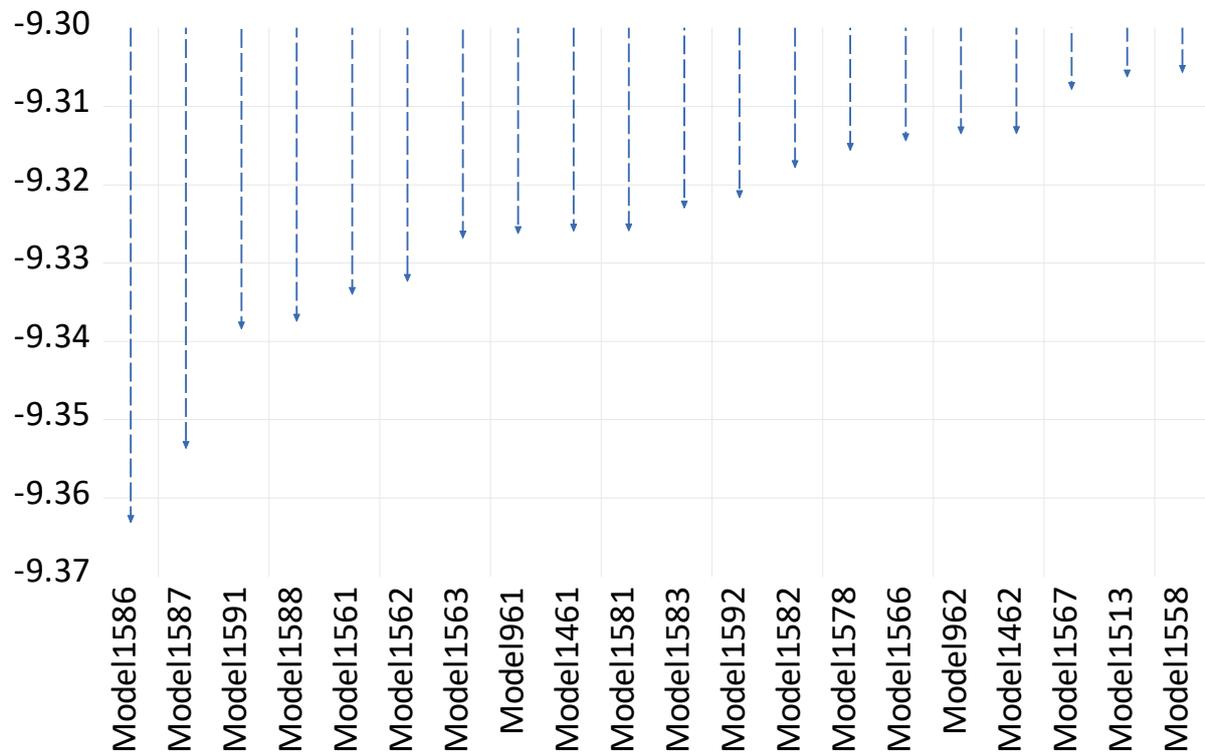
Null Hypothesis: D(LEPRG) has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-1.877093	0.0582
Test critical values:	1% level		-2.611094	
	5% level		-1.947381	
	10% level		-1.612725	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LEPRG,2)				
Method: Least Squares				
Date: 06/22/24 Time: 18:40				
Sample (adjusted): 2009Q3 2022Q1				
Included observations: 51 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.

D(LEPRG(-1))	-0.154480	0.082298	-1.877093	0.0663
R-squared	0.064380	Mean dependent var		0.000523
Adjusted R-squared	0.064380	S.D. dependent var		0.013410
S.E. of regression	0.012972	Akaike info criterion		-5.832697
Sum squared resid	0.008413	Schwarz criterion		-5.794818
Log likelihood	149.7338	Hannan-Quinn criter.		-5.818223
Durbin-Watson stat	1.871979			

Estimation ARDL

Dependent Variable: LPIB_H				
Method: ARDL				
Date: 06/22/24 Time: 18:42				
Sample (adjusted): 2010Q1 2022Q1				
Included observations: 49 after adjustments				
Maximum dependent lags: 4 (Automatic selection)				
Model selection method: Akaike info criterion (AIC)				
Dynamic regressors (4 lags, automatic): LEPRG LN_CPT LN_EMPR LDAB				
Fixed regressors: C @TREND				
Number of models evaluated: 2500				
Selected Model: ARDL(2, 2, 1, 2, 4)				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LPIB_H(-1)	1.348189	0.136965	9.843310	0.0000
LPIB_H(-2)	-0.440186	0.133616	-3.294418	0.0024
LEPRG	0.394753	0.026844	14.70531	0.0000
LEPRG(-1)	-0.517858	0.068613	-7.547529	0.0000
LEPRG(-2)	0.184764	0.055653	3.319906	0.0023
LN_CPT	-0.031710	0.017703	-1.791250	0.0827
LN_CPT(-1)	0.037046	0.017959	2.062796	0.0473
LN_EMPR	-0.063032	0.018628	-3.383806	0.0019
LN_EMPR(-1)	0.092138	0.033807	2.725387	0.0103
LN_EMPR(-2)	-0.029915	0.020321	-1.472120	0.1508
LDAB	-0.183032	0.065276	-2.803979	0.0085
LDAB(-1)	0.263202	0.112915	2.330965	0.0262
LDAB(-2)	-0.088220	0.107495	-0.820693	0.4179
LDAB(-3)	0.039012	0.097026	0.402073	0.6903
LDAB(-4)	-0.067173	0.052283	-1.284791	0.2081
C	0.804654	0.251739	3.196379	0.0031
@TREND	0.000636	0.000256	2.482145	0.0185
R-squared	0.999111	Mean dependent var		9.430278
Adjusted R-squared	0.998666	S.D. dependent var		0.053696
S.E. of regression	0.001961	Akaike info criterion		-9.362610
Sum squared resid	0.000123	Schwarz criterion		-8.706264
Log likelihood	246.3839	Hannan-Quinn criter.		-9.113593
F-statistic	2246.557	Durbin-Watson stat		2.130889
Prob(F-statistic)	0.000000			
*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.				

Akaike Information Criteria (top 20 models)



Model1586: ARDL(2, 2, 1, 2, 4)
 Model1587: ARDL(2, 2, 1, 2, 3)
 Model1591: ARDL(2, 2, 1, 1, 4)
 Model1588: ARDL(2, 2, 1, 2, 2)
 Model1561: ARDL(2, 2, 2, 2, 4)
 Model1562: ARDL(2, 2, 2, 2, 3)
 Model1563: ARDL(2, 2, 2, 2, 2)
 Model961: ARDL(3, 2, 1, 2, 4)
 Model1461: ARDL(2, 3, 1, 2, 4)
 Model1581: ARDL(2, 2, 1, 3, 4)
 Model1583: ARDL(2, 2, 1, 3, 2)
 Model1592: ARDL(2, 2, 1, 1, 3)
 Model1582: ARDL(2, 2, 1, 3, 3)
 Model1578: ARDL(2, 2, 1, 4, 2)
 Model1566: ARDL(2, 2, 2, 1, 4)
 Model962: ARDL(3, 2, 1, 2, 3)
 Model1462: ARDL(2, 3, 1, 2, 3)
 Model1567: ARDL(2, 2, 2, 1, 3)
 Model1513: ARDL(2, 2, 4, 2, 2)
 Model1558: ARDL(2, 2, 2, 3, 2)

Relation de long terme

Conditional Error Correction Regression				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.804654	0.251739	3.196379	0.0031
@TREND	0.000636	0.000256	2.482145	0.0185
LPIB_H(-1)*	-0.091997	0.031828	-2.890448	0.0069
LEPRG(-1)	0.061659	0.018677	3.301395	0.0024
LN_CPT(-1)	0.005336	0.009639	0.553535	0.5837
LN_EMPR(-1)	-0.000810	0.003888	-0.208291	0.8363
LDAB(-1)	-0.036212	0.017168	-2.109229	0.0428
D(LPIB_H(-1))	0.440186	0.133616	3.294418	0.0024
D(LEPRG)	0.394753	0.026844	14.70531	0.0000
D(LEPRG(-1))	-0.184764	0.055653	-3.319906	0.0023
D(LN_CPT)	-0.031710	0.017703	-1.791250	0.0827
D(LN_EMPR)	-0.063032	0.018628	-3.383806	0.0019
D(LN_EMPR(-1))	0.029915	0.020321	1.472120	0.1508
D(LDAB)	-0.183032	0.065276	-2.803979	0.0085
D(LDAB(-1))	0.116381	0.068216	1.706061	0.0977
D(LDAB(-2))	0.028161	0.058164	0.484169	0.6316
D(LDAB(-3))	0.067173	0.052283	1.284791	0.2081
* p-value incompatible with t-Bounds distribution.				
Levels Equation				
Case 5: Unrestricted Constant and Unrestricted Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LEPRG	0.670230	0.100873	6.644313	0.0000
LN_CPT	0.057998	0.103813	0.558684	0.5803
LN_EMPR	-0.008803	0.042937	-0.205023	0.8389
LDAB	-0.393623	0.265956	-1.480028	0.1486
EC = LPIB_H - (0.6702*LEPRG + 0.0580*LN_CPT -0.0088*LN_EMPR -0.3936*LDAB)				
F-Bounds Test				
Null Hypothesis: No levels relationship				
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	3.247867	10%	3.03	4.06
k	4	5%	3.47	4.57
		2.5%	3.89	5.07
		1%	4.4	5.72

Actual Sample Size	49	Finite Sample: n=50		
		10%	3.24	4.35
		5%	3.834	5.064
		1%	5.184	6.684
		Finite Sample: n=45		
		10%	3.298	4.378
		5%	3.89	5.104
		1%	5.224	6.696
t-Bounds Test				
Null Hypothesis: No levels relationship				
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
t-statistic	-2.890448	10%	-3.13	-4.04
		5%	-3.41	-4.36
		2.5%	-3.65	-4.62
		1%	-3.96	-4.96

Relation de court terme

ARDL Error Correction Regression				
Dependent Variable: D(LPIB_H)				
Selected Model: ARDL(2, 2, 1, 2, 4)				
Case 5: Unrestricted Constant and Unrestricted Trend				
Date: 06/22/24 Time: 18:44				
Sample: 2009Q1 2022Q4				
Included observations: 49				
ECM Regression				
Case 5: Unrestricted Constant and Unrestricted Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.804654	0.164791	4.882884	0.0000
@TREND	0.000636	0.000128	4.983010	0.0000
D(LPIB_H(-1))	0.440186	0.097871	4.497589	0.0001
D(LEPRG)	0.394753	0.024921	15.84044	0.0000
D(LEPRG(-1))	-0.184764	0.041395	-4.463389	0.0001
D(LN_CPT)	-0.031710	0.013739	-2.308051	0.0276
D(LN_EMPR)	-0.063032	0.014130	-4.460934	0.0001
D(LN_EMPR(-1))	0.029915	0.017024	1.757199	0.0884
D(LDAB)	-0.183032	0.047379	-3.863185	0.0005
D(LDAB(-1))	0.116381	0.061638	1.888130	0.0681
D(LDAB(-2))	0.028161	0.054408	0.517593	0.6083
D(LDAB(-3))	0.067173	0.047527	1.413350	0.1672
CointEq(-1)*	-0.091997	0.018820	-4.888175	0.0000
R-squared	0.978790	Mean dependent var		0.000278
Adjusted R-squared	0.971719	S.D. dependent var		0.010996
S.E. of regression	0.001849	Akaike info criterion		-9.525875
Sum squared resid	0.000123	Schwarz criterion		-9.023964
Log likelihood	246.3839	Hannan-Quinn criter.		-9.335451
F-statistic	138.4398	Durbin-Watson stat		2.130889

Prob(F-statistic)	0.000000			
* p-value incompatible with t-Bounds distribution.				
F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	3.247867	10%	3.03	4.06
k	4	5%	3.47	4.57
		2.5%	3.89	5.07
		1%	4.4	5.72
t-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
t-statistic	-4.888175	10%	-3.13	-4.04
		5%	-3.41	-4.36
		2.5%	-3.65	-4.62
		1%	-3.96	-4.96

Table des matières

Remerciements

Dédicaces

Sommaire

Liste des abréviations

Liste des tableaux et figures

Chapitre 1 : Quelques concepts fondamentaux sur l'inclusion financière.....	4
Introduction	4
1. Concept de l'exclusion financière et bancaire	5
1.1 Définition	5
1.2. Les formes d'exclusion financière	5
1.2.1. L'exclusion par accès	5
1.2.2. L'exclusion par les conditions, les prix et les stratégies	6
1.2.3. L'auto exclusion	6
1.2.4. Les pratiques financières informelles	7
2. L'inclusion financière	8
2.1 concept de l'inclusion financière	8
2.2. Les acteurs de l'inclusion financière	10
2.3 Le rôle de la banque central dans l'inclusion financière	10
2.4. Les avantages et les limites de l'inclusion financière	11
2.4.1. Les avantages de l'inclusion financière	11
2.4.2 Les limites de l'inclusion financière	12
2.5. L'inclusion financière pendant la période de covid-19.....	12
3. La genèse de l'inclusion financière	13
3.1.1 . Origines et Premiers Développements.....	13
3.1.2 . Développements Contemporains	14
3.2. Modèles et Théories de l'Inclusion Financière.....	14
3.2.1. Théories économiques pertinentes.....	14
3.2.2. Modèles d'inclusion financière.....	15
3.3. Initiatives Internationales et Régionales.....	16
3.3.1. Initiatives globales	16
3.3.2 . Études de cas de succès régionaux.....	16
Conclusion	17

Chapitre 2 : Étude d'Expériences de l'Inclusion Financière	18
Introduction.....	18
1. Inclusion Financière dans les Pays Développés	18
1.1. Contexte et Caractéristiques des Pays Développés.....	18
1.2. Facteurs Clés Contribuant à l'Inclusion Financière dans les Pays Développés.....	19
1.3. Politiques et Programmes d'Inclusion Financière des Pays Développés.....	19
1.3.1. Les États-Unis.....	19
1.3.2. L'Europe.....	20
1.4. Initiatives et résultats des programmes d'inclusion financière dans les pays développés.....	20
1.4.1. Programmes Spécifiques.....	21
1.4.2. Impact positif des programmes de microcrédit et des services bancaires mobiles sur l'inclusion financière	21
1.5. Défis de l'Inclusion Financière	22
1.6. Stratégies Clés pour Renforcer l'Inclusion Financière	22
1.6.1. Renforcement de l'éducation financière	22
1.6.2. Amélioration de l'accès aux infrastructures financières	23
1.6.3. Encouragement de l'innovation financière	23
2. Inclusion Financière dans les Pays en Développement	23
2.1. Contexte et Caractéristiques des Pays en Développement	23
2.2. Facteurs spécifiques aux pays en développement.....	23
2.3. Initiatives Réussies en Inclusion Financière des Pays en Développement.....	24
2.3.1. L'Inde.....	24
2.3.2. Le Bangladesh.....	24
2.4. Facteurs Spécifiques à l'Inclusion Financière dans les Pays en Développement.....	24
2.4.1. Le Mobile Money	24
2.4.2. Mobile Banking	25
2.4.2. Fintechs.....	25
2.5. Défis et Perspectives pour l'Inclusion Financière : Obstacles et Recommandations..	27
2.5.1. Obstacles Majeurs.....	27
2.5.2. Perspectives d'Amélioration et Recommandations	28
3. Le Cas de l'Algérie	28
3.1. Contexte Socio-économique de l'Algérie.....	28
3.1.1. Structure Économique et Démographique de l'Algérie.....	28
3.1.2. Structure Démographique	29
3.1.3. Situation actuelle de l'inclusion financière	30
3.2. Initiatives et Programmes en Algérie pour l'Inclusion Financière	30
3.2.1. Modernisation du Secteur Bancaire	30

3.2.2. Programmes Spécifiques.....	31
Conclusion	32

Chapitre 3 : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique en Algérie	33
Introduction.....	33
1.Méthodologie et spécification du modèle	34
1.1.Choix des variables et du modèle	34
1.1.1.Variable Dépendante (endogène)	34
1.1.2.Variables Indépendantes (exogènes)	34
1.1.3.Intégration des Variables dans le Modèle	35
1.2.Les sources des données utilisées	36
1.3. Généralités sur le modèle ARDL	36
1.4. Présentation graphique des variables utilisées.....	37
1.4.1 Le PIB/Habitant (LPIB_H).....	37
1.4.2 L'épargne publique (LEPRG)	38
1.4.3 Nombre de compte (LN_CPT).....	39
1.4.4 Nombre d'emprunteurs en Algérie (LN_CPT)	40
1.4.5 Nombre de distributeurs automatiques de billets (LDAB)	40
2. Estimation économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance	41
2.1. Test de statistiques descriptives	41
2.2. Test de Corrélation	42
2.3. Etude de la stationnarité.....	45
2.4. Choix du retard optimal	46
2.5. Le test de cointégration aux Bornes (Persan et al ,2001).....	49
2.6. Estimation de la relation de court terme	51
2.7. Teste de validité du model	54
2.7.1. Tests sur les résidus	55
2.7.2. Teste de stabilité.....	56
Conclusion	57

Conclusion générale	58
----------------------------------	-----------

Bibliographie

Annexes

Tables des matières

Résumé :

L'inclusion financière (ou finance inclusive) se caractérise par des offres et des services financiers développés. Elle contribue à la stabilité financière et à la croissance.

Ce document examine la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique en Algérie durant la période 2009 à 2022. Nous avons fait appel à l'analyse descriptive et économétrique en s'appuyant sur le modèle autorégressif à retards échelonnés pour déterminer la relation de court et long terme de la variable supposée dans le cadre de cette étude représentative de l'inclusion financière en Algérie. Les résultats de l'étude font preuve que le l'inclusion financière a un effet positif sur la croissance économique en Algérie sur le long et court terme.

Mots clés : Inclusion financière ; Croissance économique ; PIB ; Algérie ; ARDL.

Abstract

Financial inclusion or inclusive finance, is characterized by developed financial efforts and services that contribute to financial stability and growth

This paper examines the relationship between financial inclusion and economic growth in Algeria during the period 2009 to 2022. We used descriptive and econometric analysis based on Autoregressive distributed Lag (ARDL) model to determine the short and long run relationship of the assumed variable in this study representative of financial inclusion in Algeria. The results of the study demonstrate that financial inclusion has a positive effect on economic growth in Algeria in both the long and short run.

Keywords: Financial inclusion; Economic growth; Algeria; PIB; ARDL

ملخص

تتميز الشمول المالي (أو التمويل الشامل) بعروض وخدمات مالية متطورة. وهو يساهم في الاستقرار المالي والنمو. يتناول هذا الوثيقة العلاقة بين الشمول المالي والنمو الاقتصادي في الجزائر خلال الفترة من 2009 إلى 2022. لقد استخدمنا لتحديد العلاقة (ARDL) التحليل الوصفي والاقتصادي بالاعتماد على نموذج الانحدار الذاتي للفجوات الزمنية الموزعة القصيرة والطويلة الأجل للمتغير المقترض في إطار هذه الدراسة الممثلة للشمول المالي في الجزائر. وتظهر نتائج الدراسة أن الشمول المالي له تأثير إيجابي على النمو الاقتصادي في الجزائر على المدى الطويل والقصير.

. الكلمات المفتاحية: الشمول المالي؛ النمو الاقتصادي؛ الناتج المحلي الإجمالي؛ الجزائر؛ ARDL